

# Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DU  
SUD-MINERVOIS**



**Le présent document est publié sous licence  
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude  
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au  
personnel des Archives Départementales de l'Aude,  
qui ont rendu ces travaux possibles.*



## Une démarche volontariste et démocratique du CESE

---

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

## Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

---

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

## Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

### **Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances**

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

### **Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine**

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

### **L'économie est au cœur des cahiers de doléances**

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

### **La sensibilité aux questions environnementales est prégnante**

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

## Et maintenant ?

---

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.



# CAHIERS DE DOLÉANCES

## CANTON DU SUD-MINERVOIS

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.



# **Cahier citoyen**

« BIZE-MINERVOIS » -« 11041 »

« 11120 »

**Propositions pour une augmentation du pouvoir d'achat et une meilleure justice fiscale**

Ces différentes propositions qui ne sont pas classées par ordre prioritaire mais dans un ordre aléatoire doivent être source de réflexions.

**RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC** et de ses conséquences

Appliquer une dose de proportionnelle

**DIMINUER LE TRAIN DE VIE DE L'ETAT ET DES HAUTS FONCTIONNAIRES.**

**DIMINUTION DES ELUS DANS LES ASSEMBLEES NATIONALES** Députés et Sénateurs (pour ces derniers obligation de participer à toutes les séances de leur assemblée)

Redonner aux Maires davantage de responsabilités en supprimant les conseils départementaux

Revoir salaires et avantages des hauts fonctionnaires et des élus

Revoir l'ensemble des niches fiscales (pertinence, maintien ?)

**COUR DES COMPTES : RENFORCER SON ACTION ET SES COMPETENCES, QUE TOUS SES RAPPORTS SOIENT SUIVIS D'UNE ACTION JURIDIQUE OU ADMINISTRATIVE**

**INCITER LES CITOYENS AUX ENERGIES RENOUVELABLES PAR DES AIDES AUX INSTALLATIONS MODERNES : chauffe-eau solaire- panneaux solaires – pompe à chaleur etc....**

**FEROUTAGE OBLIGATOIRE** à définir les modalités.

Voies cyclables en ville et sur les routes (maintenir la limitation à 80kmh)

Renationalisation des autoroutes

Taxes pour les poids lourds étrangers qui circulent dans notre pays

Revoir l'absence de taxation pour le kérosène (avions) et fioul lourd (bateaux)

**LUTER CONTRE LES GAFFAS ET LES MULTINATIONALES QUI NE SE SOUMETTENT PAS A L'IMPÔT**, d'une manière générale tout individu qui perçoit un salaire en France doit être imposé en France à partir d'un certain seuil..... de même pour les sociétés qui réalisent leur CA en France

**ETABLIR UNE ECHELLE DES SALAIRES DE 1 à ... (à définir) REDUIRE LES INEGALITES**

- Supprimer CSG des retraites
- Indexer les retraites sur le coût de la vie et rattraper le retard du point d'indice -



**CREER DES CHANTIERS NATIONAUX**

**APPRENTISSAGE REVOIR LES REGLES ACTUELLES (meilleure formation-  
meilleure surveillance des employeurs frondeurs)**

**RETABLIR LES EMPLOIS AIDES**

**MODIFICATION DU FONCTIONNEMENT DE L'EUROPE : DECISIONS A LA  
MAJORITE ET NON A L'UNANIMITE.**

**SE DIRIGER VERS UNE EUROPE POLITIQUE ET SOCIALE ET NON  
CAPITALISTE**

**REVALORISATION DES BAS SALAIRES par un abaissement des taxes**

**Retour à l'indexation des PENSIONS DE RETRAITES (revenir sur les 1.7%  
CSG pour l'ensemble des retraités) Ne pas oublier que les retraités aident  
leurs enfants et petits-enfants...**

**Rétablir l'ISF POUR LES GRANDES FORTUNES, créer un barème spécial pour  
les très hauts revenus**

**Supprimer la taxe d'habitation pour l'ensemble des habitants**

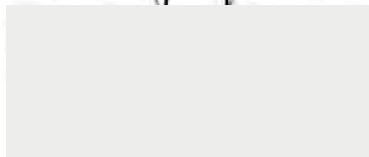
**AUGMENTER LA TRANCHE NON IMPOSABLE LORS DES SUCCESSIONS**

**REFERENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE**

**S'investir d'une manière plus importante dans la recherche de l'évasion  
fiscale et des fraudes à la CPAM**

**Revenir sur certains des avantages donnés aux migrants peut être en  
recevoir moins mais les recevoir plus dignement**

Fait à Baye Jurewon le 21.08.2019



## (sans ordre prioritaire) SOURCE DE RÉFLEXIONS /

### Organisation du territoire et modes d'élections

- Président de la République, élu pour 7 ans, par un "congrès" (députés, sénateurs + conseillers économiques et sociaux)
- Départements existants fusionnés par deux
- Conseillers des nouveaux départements fusionnés = un par canton, plus de parité. Renouvelés par moitié
- Députés diminueurs d'arrondissement - Circoscripture électorale à la proportionnelle - 1 député pour 150 000 habitants, au delà
- Sénateurs circonscriptifs électorale le nouveau département = 1 pour 200 000 habitants, si plusieurs sénateurs, électés à la proportionnelle Renouvelés par 1/3 des départements
- Supprimer les communes de moins de 1000 habitants
- Supprimer les petites sous-préfectures
- Europe tendre vers une Europe fédérale avec décisions à la majorité

### Observations diverses

- créer des pistes cyclables en ville et le long des routes
- laisser aux départements la fixation de la limite de vitesse à B
- créer en catégorie de camions les "camions légers"
- mieux imposer les multinationales et la fuite à l'étranger des sièges de sociétés
- augmenter progressivement le S.M.I.C et les retraites
- rétablir et contrôler les emplois aidés pour les associations
- Rétablir l'ISF
- créer une nouvelle tranche supérieure pour l'impôt sur les revenus
- Augmenter la taxation des tranches supérieures des successions
- créer les quotas pour les migrants
- ne pas créer un R.I.P. le pouvoir législatif appartient au Parlement
- Maintenir la taxe d'habitation au delà de 3000€ par an

réduction de la TVA sur les produits alimentaires et hygiéniques de 1<sup>er</sup> nécessité

~~conserv~~ maintenir la taxe habitation pour les 20% les plus riches afin de faciliter la transition écologique -

Plus de transparence quant à la suppression de l'ISF.

- ① Améliorer les conditions de vie des plus démunis -
- ② Maintien de l'ISF pour les riches
- ③ Suppression de la CSG pour les retraités
- ④ Baisser la TVA sur les produits de base alimentaires
- ⑤ Rendre le vote obligatoire peut être en l'organisant en jour de semaine avec pénalité financière pour ceux qui ne voteront pas sans excuse valable (maladie ou déplacement)
- ⑥ Suppression de la taxe d'habitation (impôt injuste)



- Rétablir l'i.S.F. et créer une tranche d'impôt supplémentaire sur les très hauts revenus.
- Réguler le C.I.C.E. et le supprimer s'il n'a pas eu l'effet escompté
- Pour les retraités = Revenir sur la hausse de la C.S.G. et/ou la non indexation car il y a une double pénalisation.
- Supprimer la taxe d'habitation pour tous les contribuables afin de maintenir l'égalité devant l'impôt (comme l'a précisé le conseil constitutionnel)
- Limiter le usage du référendum :
  - \* toute élection nationale coûte très cher
  - \* on peut aboutir à un n'importe quoi.
- Limiter l'initiative populaire :
  - \* on peut proposer n'importe quoi
  - \* l'opinion peut être manipulée
  - \* les élus ne peuvent pas être destinés par un mouvement d'opinion
- Limiter l'élection à la proportionnelle des députés : une proportionnelle importante peut conduire à l'absence de majorité et rendre le pays ingouvernable.
- Trouver un compte le vote blanc mais limiter ses effets : il ne serait pas possible d'annuler le résultat d'une élection avec le prétexte que le vote blanc est majoritaire
- Donner aux conseils départementaux la responsabilité de limiter la vitesse à 80 kilomètres = l'heure. Ils connaissent les routes dangereuses plus que le gouvernement.
- Alléger encore le millefeuille territorial : encore trop de structures entre la commune et le département.

Fait à Bizet-Dieuval le 25/1/2019

RIC :

La seule réponse pour couper court aux débats, discours, querelles interminables qui vont « noyer le poisson » est le RIC, COMMUNAL et NATIONAL, qui permettra d'obtenir toutes les autres revendications.

Il serait long et fastidieux d'énumérer tous les maux dont souffre notre démocratie représentative et confiscatoire, dévoyée par les politiciens, et qui consiste à voter pour des élus qui décident à notre place sans aucun recours pendant cinq ou dix ans... Parfois de bonne fois par des élus paternalistes, mais le plus souvent aux ordres d'intérêts particuliers, technocratiques ou financiers extérieurs à notre nation.

A l'exemple de la démocratie suisse qui respecte le principe fondamental selon lequel le peuple est souverain, tous les sujets doivent être soumis au RIC, soit une nouvelle loi, la modification d'une loi, d'un traité ou la destitution d'un élu.

L'Assemblée devra être élue à la proportionnelle intégrale et représenter l'ensemble des opinions en France et non 30 à 40% comme actuellement, par un système de découpage, de modifications des circonscriptions ou de mode de scrutin orchestrés opportunément, qui nous ont amenés là où nous en sommes...

Le Sénat devrait être modifié et représenter les sensibilités locales, départementales et régionales. Un élu par circonscription au scrutin majoritaire. Il apportera une prime aux partis majoritaires et une stabilité politique.

Les décisions seront prises par l'Assemblée à la majorité absolue, afin d'obliger les députés à un consensus, ou par défaut à la majorité relative par les deux chambres réunies en congrès.

Et à tout hasard :

\_ Contrôles des dépenses des élus dans l'exercice de leurs fonctions avec accès à leurs dépenses par tous les citoyens.

\_ Salaires de un à dix dans la Fonction Publique étendus aux élus.

\_ Taxes de mise en équivalence sur les importations des pays qui ne respectent pas les exigences sociales et environnementales, pour protéger l'agriculteur et l'industrie.

\_ Toutes les associations et religions qui exercent en France, s'engageant à reconnaître la primauté de la République, l'égalité des femmes et les droits des minorités sexuelles et religieuses...

\_ Accueil des réfugiés en urgence absolue, chrétiens, minorités, femmes et aide accrue dans leur pays aux réfugiés économiques.

\_ Partage obligatoire des bénéfices des entreprises en trois parts égales, actionnaires, salariés, investissement.

\_ Imposition des sociétés sur leur chiffre d'affaire réalisé en France.

\_ Prestations sociales accordées après trois ans de séjour.

\_ Fin des fraudes aux cartes vitales et au permis de conduire, par une remise à plat et un contrôle électronique.

\_ Journalistes des radios et TV publiques au prorata de la représentativité politique.

En sachant très bien que personne au gouvernement ne lira les doléances, qui finiront brûlées dans une arrière cour, et qu'à force de ne pas entendre le peuple, la révolte sera d'autant plus longue et conséquente.

Messieurs les politiciens, ne finissez plus, c'est votre dernière chance pour la France, ne la laissez pas passer...

- Suppression CSG complémentaires pour les retraites
  - Indexation des retraites sur le coût de la vie
  - Diminuer le train de vie des ministres, président, et anciens présidents. Cesser tout le décorum à l'Assemblée avec les garde républicains salés au clair ... la monarchie c'est fini
- JB le 25/01/2015

Etant française d'origine allemande, je perçois depuis novembre 2017 une petite retraite aussi bien française qu'allemande, comme mon mari, qui a également travaillé dans ces deux pays. Lui est retraité depuis 15 ans, et nous avons constaté que sa retraite versé par l'Assurance Retraite française n'a pratiquement pas augmenté. Par contre, nos retraites allemandes augmentent tous les ans, par exemple de 3,5% en 2018 (Rentnerzuschuss). Pour l'augmentation du pouvoir d'achat des français c'est plus que nécessaire d'augmenter le SMIC, les petits salaires en général, de payer les heures supp. etc. Mais, pourquoi oublier les retraites ? Surtout ceux qui ne sont même pas concernés par le recul du gouvernement devant l'augmentation du CSG ? Pourquoi pas ajuster les petites retraites de temps en temps aussi en France pour un peu plus de justice sociale ?

(en augmentant les impôts des riches, par exemple ...)

Bize-Luiviers

le 28/01/2018

## **BIZE-MINERVOIS POUR DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET UNE MEILLEURE QUALITE DE VIE**

Le premier échelon de la démocratie c'est le village.  
Bize-Minervois, ce beau village mérite d'être un exemple,  
d'autant que ces pratiques existent dans d'autres villages.

\_ **Réunion d'information avec questions-réponses** trimestrielle ou semestrielle en salle du peuple.

\_ **Apéritifs de quartiers** en fin d'été ou à la rentrée avec le Maire et quelques élus pour échanger amicalement sur les problèmes du quartier.

\_ Monsieur le Maire ou un élu peut tenir **une permanence** d'une heure ou deux en fin de semaine ou de mois, pour recevoir les habitants.

\_ Création d'une mini-médiathèque, **lieu de rencontre** et de discussions sur les problèmes **culturels, sociaux et éducatifs** gérée par une personne dédiée, payée et formée. La culture est l'avenir de nos enfants et vaut bien quelques subventions. (Cf Capestang).

\_ Création d'un **lieu de dépôt et d'échange** des objets, habits, jouets, meubles, livres, pour échange et troc en vue de favoriser le recyclage.

\_ **Moratoire sur le tout lotissement** et réorientation vers des **lotissements écologiques avec jardins familiaux attenants**.

\_ **Halte au tout béton** : Construction **en damier** pour créer des **zones de verdure** éponges et prévenir les effets dévastateurs des crues (Théorie validée par les hydrauliciens).

\_ Création d'une **aire de jeux et de loisirs** avec parc de « skate board », théâtre de verdure, jeux pour enfants (Cf Capestang).

\_ Transformation de l'ancienne voie ferrée de Bize à Cabezac en **piste cyclable**, qui favoriserait le déplacement à bicyclette, la **sécurité** des personnes et serait un atout pour le **tourisme**.

## Propositions citoyennes :

Protéger et sauvegarder nos services publics de proximité

Lutter contre la fraude fiscale

S'efforcer de réduire les inégalités

Etablir une échelle de salaires de 1 à 10 (à définir)

Maintenir l'ISF seulement et seulement si les promesses d'embauche sont tenues et si la baisse du chômage est significative

Lutter contre les GAFAs et les multinationales qui ne se soumettent pas à l'impôt

Créer des chantiers nationaux

Apprentissage : revoir les règles actuelles (meilleure formation et apprentissage de la citoyenneté à l'école)

Politique d'aménagement du territoire : Ferroutage obligatoire (à définir les modalités) Voies cyclables à améliorer

Modification du fonctionnement de l'Europe : décisions à la majorité et non à l'unanimité, se diriger vers une Europe politique et sociale et non capitaliste qui favorise particulièrement les banques et les marchés.

## CONTRIBUTION AU DEBAT NATIONAL

- 1) Augmenter le pouvoir d'achat, indexer les salaires et les retraites sur l'inflation et supprimer l'augmentation de la CSG sur les retraites.
- 2) Rétablir l' I S F ou faire une réforme fiscale qui en tienne compte.
- 3) Supprimer la taxe d'habitation pour tous les contribuables pour une meilleure justice fiscale.
- 4) Rétablir les 90 km heure sur le réseau des routes secondaires et laisser la gestion de ces routes aux élus locaux qui sont mieux placés pour connaître les portions de routes dangereuses ou la vitesse peut être limitée.
- 5) Maintenir les services publics dans les territoires ruraux pour une meilleure qualité du service rendu et éviter la désertification des zones rurales et les déplacements Pénibles aux personnes âgées.
- 6) Ne plus supprimer de postes dans la fonction publique pour maintenir ses capacités opérationnelles.
- 7) Conserver le scrutin majoritaire pour les élections législatives qui permet d'avoir une majorité stable à l'assemblée nationale.

A BIZE MINERVOIS LE : 01/02/2019

- Supprimer le Sénat
- Réviser largement et la baisse les rémunérations ou indemnités exorbitantes des élus ou hauts responsables administratifs qui se reconvertissent lors qu'ils sont au pouvoir.
- Diminuer d'une façon sensible le mille feuilles administratif.
- Retour en 90 km sur les routes
- Retour à la semaine à 40 h.
- Vérification de beaucoup de congés de maladie totalement injustifiés.
- Contrôle plus strict de l'immigration.

Baisser la TVA sur tout les produits alimentaires  
 Augmentation du SMIC.

# Commune de MARCORIGNAN



## « Cahier CITOYEN »





le 13/12/2018

- 1/ Abrogation de l'ensemble des privilèges d'état : appartements mis à disposition, frais d'obsèques etc... Nos élus doivent se comporter comme des citoyens normaux : payer eau, électricité, percevoir une retraite proportionnelle à la durée de leurs mandats, justifier leurs frais de déplacements (si possible en utilisant les transports collectifs)
- 2/ Taxation des produits boursiers avec obligation de conserver ses actions minimum un mois pour éviter la spéculation à court terme
- 3/ Anêt définitif de l'évasion fiscale.
- 4/ Choisi entre payer l'ISF sur les revenus du capital et investir dans l'économie de notre pays.
- 5/ Faire payer des Taxes aux GAFAM en fonction du chiffre d'affaire que ces sociétés font en France.
- 6/ Echelle des salaires de 1 à 15.
- 7/ Diminuer le nombre de députés et supprimer le sénat qui ne sert à rien.
- 8/ Appliquer le non cumul des mandats.
- 9/ Repenser le mille-feuille administratif : commune - agglomération - communauté de communes, département, région qui coûte trop cher. En particulier coût très élevé de la région Occitanie : frais de déplacement (entre autres)
- 10/ Remettre des services publics dans les campagnes, réouvrir des lignes de trains, créer des maisons médicales regroupant les professions de santé indispensables : médecin, dentiste, sage femme, kinésithérapeute...
- 11/ Fm du Travail détaché. Tout travailleur en France bénéficie du même salaire et des mêmes droits. Son employeur même s'il est situé à l'étranger doit cotiser autant qu'un employeur français
- 12/ Nationalisation des énergies (gaz - électricité) et de l'eau qui sont vitales pour tous. Libre choix de l'installation des compteurs communicants comme LINKY.
- 13/ Augmentation du personnel dans les tribunaux pour que les affaires soient traitées dans des délais raisonnables
- 14/ Faire exécuter des Travaux d'utilité publique aux détenus de façon à rembourser le montant de leur préjudice à la société ou à leurs victimes.



15/ L'égalisation du cannabis et vente par des magasins d'état.  
Ce qui rapporterait beaucoup d'argent et supprimerait l'économie  
parallèle des trafiquants, pépinière de délinquants et de  
carseurs.

16/ Interdiction d'expression vestimentaire, verbale ou  
gestuelle dans l'espace public ou privé d'entreprise.

17/ Utilisation comme en Suisse du référendum pour toute  
décision politique, économique ou sociale importante.  
Prise en considération et protection des lanceurs d'alerte

18/ Avoir le droit de choisir de mourir dignement en France  
sans être obligé d'aller à l'étranger, ce qui coûte cher et  
n'est pas possible pour les moins fortunés.

19/ Que nos scientifiques reçoivent des subventions d'état pour  
leurs recherches et ne soient plus dépendants de Sociétés  
Privées, ce qui les empêche d'être impartial en les obligeant  
souvent à fournir des études biaisées, voire fausses.

20/ Interdiction des lobbies à Bruxelles et en France.

21/ Comptage des bulletins blancs et abstentions pour toute  
élection au suffrage universel et prise en compte dans le  
calcul des pourcentages pour valider ou non une élection.

22/ Favoriser l'agriculture BIO en la subventionnant au détriment  
de l'agriculture industrielle qui nous empoisonne et de ce fait  
contribue à augmenter le déficit de la Sécurité Sociale.

23/ Interdire dès 2019 l'utilisation de glyphosate et autres  
insecticides et pesticides qui contribuent à la disparition  
de la biodiversité et augmentent le nombre de cancers.

24/ Éviter la souffrance animale : arrêt des corridas, contrôle  
des abattoirs, chasse à course à supprimer...  
Permettre à tous les utilisateurs de la nature de pouvoir  
se promener en famille le dimanche et les jours fériés sans  
danger : stop à la chasse ces jours là.

25/ Taxer les carburants à égalité pour tous les transports : air,  
mer, terre. Ce qui permettrait de taxer davantage les

produits venant d'Asie par porte-containers.  
Favoriser le transport de marchandises de voies par la  
voie ferrée pour moins de CO2 dans l'atmosphère

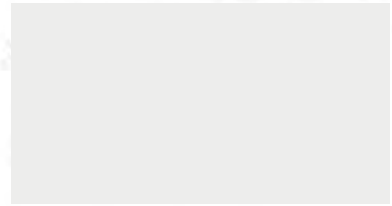
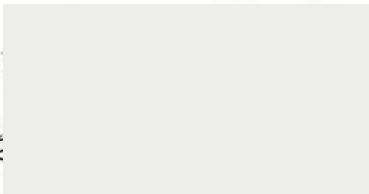


26/ Programmer dans les cinq années à venir la fermeture des centrales nucléaires qui présentent des risques importants dus à leur vétusté. Stopper la construction de l'EPR qui est un gouffre financier, qui présente des malfaisances et qui n'a pas d'avenir.

Abroger les deux arrêtés préfectoraux qui autorisent ORANO à expérimenter le procédé TDM et la construction d'une usine NVH à Malvesi (près d'une grande ville comme Narbonne)

Développer les énergies renouvelables.

signatures





Doléances de M. [redacted]  
retraité de l'éducation nationale

M20 MARCORI 6 NAW

① Concernant le pouvoir d'achat :

Je peux concevoir qu'en période de difficultés économiques, on décide de geler les salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités.

Toutefois, à défaut de les augmenter, la moindre des choses est de les maintenir, à pouvoir d'achat constant, c'est à dire en revalorisant chaque année du montant de l'inflation. Dans le cas contraire, il n'y a pas gel du pouvoir d'achat, mais érosion chaque année !!

En ce qui concerne les fonctionnaires, on ne peut que déplorer le manque de recrutement dans des secteurs aussi cruciaux que la santé ou l'éducation. Si dans ce dernier domaine il y a crise de recrutement, il ne faut pas négliger le peu d'attractivité du salaire proposé à son post de recrutement, d'autant qu'il exerce souvent dans des secteurs à problèmes!

② Quelques suggestions pour redonner la santé au ministère des finances :

- Cesser de faire des cadeaux aux nantis et remettre l'ISF, d'autant que la théorie du "ruissellement" n'est qu'un leurre pour abuser les plus démunis.

Taxer au prix fort les dividendes des actionnaires qui représentent ce qu'il y a de plus abject dans le libéralisme sauvage ; Combien de fois, dans les conseils d'administration, ils sont responsables de plans sociaux dans des

entreprises bénéficiaires, le seul fin de voir leur pourcentage d'actions en augmentation !

— Faire des choix politiques plus intelligents car la base de l'économie c'est de savoir limiter les dépenses -

Or, il est clair que les interventions militaires de la France en Syrie ou au Mali, pour se donner bonne conscience face au terrorisme, coûtent très cher, et cela à fonds perdus, compte tenu de l'inefficacité des résultats. Rappelons au passage que les attentats terroristes qui saignent la France métropolitaine peuvent être considérés comme le triste résultat de nos interventions -

Donc, de grâce, laissons aux États Unis le soin de se poser en "cow-boys" du monde, et ne les imitons pas. N'oublions pas que la guerre du golfe, en supprimant certes un dictateur, a soulevé l'anarchie et les meurtres en Irak, et que la destitution de Khadafi en Lybie n'a eu pour conséquence que d'amener les Islamistes aux commandes !!

Bref, il y a des pistes pour trouver de l'argent en France, et pour répondre aux justes revendications d'un petit peuple qui souffre et ne supporte plus la morgue de politiciens qui renvoient de lui !!

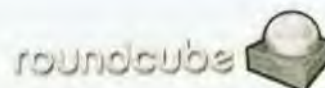
le 14 janvier 2019



Soiciense de l'environnement, je souhaiterais à  
l'avenir, pour la sante' et le Bonheur de  
tous, un peu moins de lois, un peu  
plus d'effets,



Objet **CAHIER DE DOLÉANCES - Mairie de Marcorignan**  
De Collectif des Petits Patrons et Artisans  
<collectif.tpe@gmail.com>  
À <contact@marcorignan.fr>  
Date 2018-12-08 11:50



Marcorignan le 8 décembre 2018

**Objet : Cahier de Doléances de la Mairie de Marcorignan**

## **Collectif des Petits Patrons et Artisans - Antenne Marcorignan**

**Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le Maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les Administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".**

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Marcorignan et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le Ministre Jérôme Cahuzac a instauré une Taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants**

**majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33% d'Impôt sur les Société, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la Taxe Cahuzac, soit 42% ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la Bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumons économique de nos territoires.**

**NOTRE REVENDICATION  
À INSCRIRE AU CAHIER DE DOÉLANCES DE  
Mairie de Marcorignan  
est donc la suppression, à compter du  
01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC  
confiscatoire,  
qui soumet les dividendes des SARL à gérant  
majoritaire  
aux cotisations sociales.**

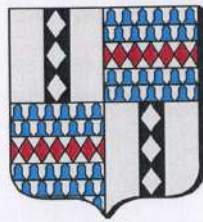
**Merci à la Mairie de Marcorignan et à toutes ses équipes.**



# CAHIER DES ATTENTES

Du 16/01/2019 au 15/03/2019

*FAITES VALOIR VOS PROPOSITIONS ET VOS IDÉES*





**République Française**

*Liberté Egalité Fraternité*

Département de l'Aude

**Commune de MOUSSAN**

Hôtel de ville – 9 rue de la Mairie 11120 MOUSSAN

Tél. : 04 68 93 61 06 - Fax : 04 68 93 48 22

*severine.gleizes@moussan.fr*



## BORDEREAU DE TRANSMISSION

Date : 25/02/2019

**EXPEDITEUR :**

**NOM :** Séverine GLEIZES-GUIGOU

**Service :** Urbanisme

*severine.gleizes@moussan.fr*

**DESTINATAIRE :**

PREFECTURE DE L'AUDE

52 RUE JEAN BRINGER

11 000 CARCASSONNE

**SUJET :** Cahier des attentes

**Bonjour ,**

Veillez trouver ci-joint et en retour :

LE CAHIER DES ATTENTES de la ville de MOUSSAN

**Bonne réception,  
Bien cordialement**



4/02/2019

2<sup>ème</sup> sujet: Un contrat: la perte de confiance en nos élus de la République.

Je souhaiterais à mi-mandat des élus (maires, députés, conseillers sénateurs) qu'une évaluation de leurs missions soit faite afin de mesurer le respect de leur engagement: qu'en pense les citoyens sont-ils satisfaits de leurs actions. (ceci au moyen d'un référendum auprès de la population) - *J. P. [Signature]*



4

**CAHIER**

**DE**

**DOLéANCES**

OUVEILLAN

**OUVEILLAN**

Pommes d'achat, Baisse TVA sur produit de 1 nécessité.  
Baisse des indemnités des Hauts fonctionnaires et des Elus et retraités  
Vitesse de 80 km remis à 90 km,

Le Gouvernement touche aux acquis de certains statuts,  
il devrait toucher les acquis des anciens élus (retraite de  
Présidents, et ministres etc...) Recevoir les indemnités des  
hauts fonctionnaires.

Au lieu de supprimer des emplois, comprendre  
qu'il y a des métiers où le personnel est indispensable  
(hôpitaux, services à la personne, infirmières....)  
et supprimer peut-être les + hauts places car souvent  
ils ne servent à rien... faut des gens sur le  
TERRAIN pour comprendre les difficultés du QUOTIDIEN  
des Français

Et revaloriser les salaires, les retraites de ceux  
qui ont vraiment travaillé cotisés

Reglementer l'assistanat

Valoriser le travail,

M<sup>r</sup> le Président de la République et Gouvernement  
Vous êtes probablement trop intelligents, trop subtils et trop technique  
pour croire que les gens qui ne savent rien ne voient pas que ce  
cadre n'est qu'une manipulation.

Néanmoins Evasion Fiscale 80 à 100 Mds, 1600 Agences Gouvernementales <sup>50</sup> Mds

Dividendes 57 Mds CICE + aides diverses 150 Mds, Diverses

Commissions 20000 Sièges 3 Mds

Privilèges <sup>600,000</sup> de élus: Cumul de fonction: Oui mais le seul salaire le plus haut!

augmentations des avantages Salaires, chauffeurs, voitures, domestiques

Voyages etc... la liste est longue: A Supprimer Voir l'Allemagne

2017/2018

Bercy +30%, Diappa +25%, Guisbaux +37% dans les ministères + les  
autres

72 Agents pour 1000 personnes, projet Arcade 10% des élus ont répondu

8 à 10 Millions de personnes dans la précarité ou misère.  
Il serait aisé de dégager des dizaines voire une centaine de milliards pour :

- redistribuer aux plus démunies : pensions allocations, retraites etc...
- de baisser les charges sur salaire et cotisations patronales et tous les acteurs qui travaillent : <sup>d'où</sup> augmentation du pouvoir d'achat de 200 à 300 € et cela permettrait une meilleure compétitivité
- revaloriser les Forces de l'ordre, Agriculteurs, Pompier, infirmier(s), hôpitaux, avocats, cheminots etc ...  
et pour le reste s'en servir pour la transition écologique
- réindexation de toutes les retraites et remise à niveau (hors de retard)
- ne pas oublier les DOM-TOM

Vous avez des droits et devoirs alors redonnez l'ennic aux gens de vivre heureux et en Fraternité dans notre beau pays France

PS : Transparence Fiscale  
Transparence de la Justice

**Grand débat national**  
**Réunion du 28 janvier 2019 Ouveillan**  
**Fiscalité et dépense publique**

**Synthèse de mes notes et de celles de [redacted]**

On peut regrouper les interventions en 4 grands thèmes :

- Réduction des dépenses publiques
- Augmentation des recettes
- Interventions relatives au pouvoir d'achat
- Interventions relatives aux services publics

**Réduction de la dépense publique**

**Éléments partagés par plusieurs intervenants :**

- Sobriété et réduction du faste au plus au niveau de l'état qui outre l'aspect financier aurait une forte portée symbolique  
(Présidence, Ministères, Assemblées)
- Suppression des privilèges des anciens présidents
- Réduction du nombre des agences gouvernementales en s'interrogeant sur leur réelle utilité
- Suppression du sénat
- Diminution du nombre des députés
- Réduction du nombre de strates territoriales  
(Les 4 derniers items renvoyant au prochain débat sur l'organisation de l'état)

**Éléments cités par un seul intervenant :**

- Réduction du budget de la Défense
- Diminution du nombre de fonctionnaires

**Augmentation des recettes de l'état**

**Éléments partagés par plusieurs intervenants :**

- Lutte efficace contre l'évasion fiscale
- Taxation du capital, des transactions financières et des bénéficiaires des grandes entreprises du WEB
- Transparence des comptes de l'actionariat
- Taxation des Robots
- Restauration de l'ISF ce qui aurait une forte valeur symbolique
  
- Imposition de chaque foyer fiscal en fonction de ses capacités
- Taxation des allocations
- Augmentation du nombre des tranches d'imposition
- Lutte contre l'économie souterraine, l'intégrer au PIB

**Éléments cités par un seul intervenant :**

- Nationalisation des banques
- Lutte contre le déficit du commerce extérieur
- Annulation de la dette

**Défense du pouvoir d'achat**

- La TVA est perçue comme un impôt injuste et plusieurs voix se sont élevées pour proposer une modulation de ses taux plus marquée qu'actuellement (première nécessité, produits de luxe...)
- Le coût élevé de l'électricité est abordé en lien avec la nécessité d'entretien des centrales nucléaires vieillissantes
- La suppression de la taxe d'habitation a soulevé plusieurs interrogations quand à sa compensation par l'état pour les communes.

### Services public

- Le débat a porté sur l'éducation et la protection sociale, perçus comme exemplaires et qui doivent absolument le rester.

Un intervenant exprime le fait que dans les services publics le nombre de cadres ne cesserait d'augmenter, le nombre d'employés diminuant.

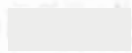
- L'âge de départ à la retraite ne devrait pas être reculé pour la majorité des intervenants, un d'entre eux juge cependant ceci inéluctable (démographie, régime par répartition)

- Une attention particulière devrait être portée à la dépendance (prise en charge nationalement et non au niveau des départements)

### Divers

le souhait de recevoir le bilan annuel des dépenses de l'état en même temps que l'avis d'imposition est exprimé

m.





## Second débat du lundi 4 février 2019. 2° thème.

### Rapporteurs :

#### **Organisation de l'Etat et des collectivités publiques.**

- Organisation administrative.
- Les services publics.

#### **Organisation administrative.**

- Réduire les mille feuilles territoriales, trop d'échelons administratifs.
- Réduire le nombre de députés et sénateurs.
- De la proportionnelle aux législatives. Problème de représentativité et de démocratie. Plus de mixité, tirage au sort de certains députés parmi les citoyens.
- Perte de pouvoir des Maires face aux communautés de commune ou Agglos. 30% des Maires disent qu'ils ne se représenteront pas !
- Trop de strates administratives avec des problèmes de compétences. Les hauts fonctionnaires ont trop de pouvoir !
- La décentralisation a été faite. Les grandes régions fonctionnent-elles mieux ? Non en Occitanie, plus 15% de dépenses.
- Le découpage, exemple pour Narbonne, l'assistance sociale est à Lézignan, et pour certains villages plutôt proches de Narbonne, la député est à Carcassonne.
- Est-il normal que l'administration fiscale délègue des remboursements à des organismes privés à Strasbourg ?
- Arrêter de changer les règles du jeu en permanence, de détricoter pour reticoter.

#### **Services publics :**

- Société déshumanisée, de plus en plus individualiste, il faut plus de solidarité.
- Remettre de l'humain, des services téléphoniques qui ne répondent jamais, des services internet inaccessibles pour certains, plus un manque de formation pour une strate de personnes âgées. Des files d'attente inhumaines. (CAF, CARSAT, Impôts, Hôpitaux ou Polycliniques).
- Arrêter de changer les règles du jeu en permanence, de détricoter pour reticoter. Expliquer plus les réformes.
- Redonner du pouvoir aux fonctionnaires territoriaux, il faut déléguer plus vers le bas pour certains sujets avec les finances qui vont avec. Rééquilibrer certains services par rapport au nombre de fonctionnaires.
- Dans certains services, l'Hôpital par exemple, il y aurait plus de cadres, de directeurs, que de personnels utiles !
- Renationaliser les autoroutes, arrêter d'aller vers les privatisations (radars, la Française des Jeux, etc).
- Où sont passé les Concours !
- Allons nous vers une retraite financée par l'individu ?
- Le service communal est à privilégié. Il faut arrêter de forcer les gens à faire des kilomètres et que soit ouvert un point « physique » qui regroupe grâce à un ou plusieurs agents les possibilités d'aider à faire les démarches de certains citoyens (impôts, carte grise, identité, etc) et de pouvoir expliquer leurs droits. Minimum vieillesse, RSA, APL, etc. Eventuellement au moins des créneaux horaires par semaine avec possibilités de rendez-vous.
- Les services publics itinérants sont jugés comme une bonne chose.

Les rapporteurs.

## **Le grand débat national, lundi 4 février 2019. Thème : la transition écologique**

La transition écologique répond à un triple objectif : climatique, sanitaire, économique et social.  
Pollution de l'air, dérèglements climatiques, biodiversité et disparition d'espèces, érosion du littoral, tous ces problèmes ont une grande importance et se posent à l'échelle de la planète ...

### **Dans notre vie quotidienne nous sommes concernés:**

Localement, on connaît des périodes de grande sécheresse ou des inondations parfois terribles.  
Des questions se posent au sujet du site de Malvésé ... Pourquoi le parc éolien en mer tarde-t-il tant ?  
En ville, les allergies et les maladies respiratoires sont en constant progrès.

### **A titre individuel, comment contribuer ?**

En réduisant notre consommation à tous niveaux. (Certains sites suggèrent des idées utiles)  
En pratiquant le tri sélectif sérieusement.  
En utilisant les circuits courts autant que possible (fruits et légumes ...)  
En réfléchissant sur : les déplacements, le mode de chauffage, l'isolation de la maison ..... C'est aussi une question d'éducation .Comment nos enfants vivront-ils ces bouleversements ?

### **Malheureusement, il y a des difficultés ...**

On ne connaît pas assez bien les aides et dispositifs proposés et la législation est bien trop compliquée et trop limitée à la partie de la population la plus pauvre : le dispositif doit aussi concerner les classes moyennes.  
Localement, il n'y a pas de solutions de mobilité alternatives. A Ouveillan Kéolis propose le transport à la demande, mais le service est méconnu.

### **La demande est grande et des solutions existent !**

La transition devrait être financée par le budget de l'état et par la fiscalité écologique qui vise principalement les pollueurs = entreprises de production ou transport ; les particuliers ne représentant qu'une petite partie de la pollution.  
Les recettes liées aux taxes sur le diesel et sur l'essence devraient servir à financer des aides pour accompagner les français dans la transition écologique et surtout : il faut fabriquer en France ! (éoliennes, panneaux solaires et batteries électriques)  
Il faudra développer les transports de proximité, encourager le co-voiturage et proposer des solutions innovantes, particulièrement en milieu rural et peut-être trouver une alternative à la voiture électrique (hydrogène ?) qui n'offre pas que des avantages.  
Ce serait une bonne idée de revitaliser le centre des villes, des bourgs, ramener commerces et services au plus près des citoyens.  
En ce qui concerne les énergies renouvelables, il y a urgence à trouver une solution au stockage de l'énergie ou bien penser des circuits qui s'auto-alimentent : beaucoup d'exemples en Europe du Nord sont au point et fonctionnent (chaufferies collectives à la paille + éoliennes + turbines hydrauliques + panneaux solaires).

### **En conclusion**

Pour tout cela , il faudrait avoir l'audace de lancer un grand plan climat européen et dénoncer les accords commerciaux qui ne vont pas dans le bon sens (taxer les compagnies aériennes et maritimes , rendre l'Europe plus égalitaire au niveau des produits chimiques autorisés , CETA, revoir certaines normes....)

Pour répondre aux objectifs fixés, il sera sans doute nécessaire de revoir notre façon de consommer, de produire, de nous déplacer ....c'est à dire opérer une transformation en profondeur du modèle actuel en ajoutant **les valeurs centrales d'humanisme et de solidarité !**

# Le grand débat national, lundi 18 février 2019.

Thème : Démocratie et citoyenneté

Rapporteurs :

*Avant propos : Quel est le rôle de la démocratie ?*

*C'est la société politique dont l'institution centrale est le parlement qui est le lieu de la démocratie, qui se définit par l'autonomie du système politique et par son rôle de médiation entre l'État et la société civile.*

*La Ve République n'est pas techniquement une démocratie, c'est un fait : le peuple n'exerce ni pouvoir ni contre-pouvoir.*

Question 1 : *En qui faites vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi?*

- Personne car on ne se sent pas représenté.
- Le maire pour faire des référendums.

Question 2 : *En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux organisations syndicales et professionnelles ?*

- OUI
- Un rôle plus important pour les associations locales ou humanitaires et donc plus de financement.
- Les syndicats ont un rôle professionnel et pas un rôle politique pour environ 50% des personnes.

Question 3 : *Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent?*

- Il ne faudrait pas faire de la politique politicienne.
- Il faudrait :
  - Diluer le pouvoir.
  - Plus d'heures d'instruction civique à l'école et au collège.
  - Voir plus souvent les élus dans nos communes (députés, sénateurs).

Les élus devraient rendre compte, nous ne savons pas ce qu'ils font.

Question 4 : *Le non cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires est :*

- Une bonne chose pour 80% des personnes mais avec non cumul des indemnités.
- non cumul, sauf pour les maires des petites communes et les adjoints au maire.

Question 5 : *Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?*

- La proportionnelle aux élections.
- Plus de diversité dans les listes pour que la population soit mieux représentée (âge, profession, sexe ...).

Question 14 : *Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique?*

OUI car l'assemblée ne représente plus le peuple (pas assez d'ouvriers, de commerçants, de chômeurs, d'agriculteurs...).

Question 15 : *Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'état et les collectivités?*

- Les députés devraient rendre des comptes sur l'utilisation de l'argent public à leurs électeurs.
- La cour des comptes devrait avoir un pouvoir décisionnaire au lieu d'un seul pouvoir de consultation et vérification

Question 16 : *Quel rôle nos assemblées, dont le sénat et le conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?*

- Supprimer le sénat et le premier ministre.
- Limiter l'âge des sénateurs.

*Faut-il les transformer?*

OUI

Question 17 : *Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui?*

- Ne pas y toucher mais l'appliquer.

Question 18 : *Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité entre l'état et les religions dans notre pays ?*

- Ne pas laisser entrer la religion dans la politique.
- Rester tolérant.
- Laisser la religion à la maison.
- Ne pas la financer avec l'argent public.

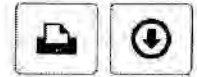
Question 19 : *Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la république?*

- Favoriser la démocratie à tous les niveaux et faire participer les jeunes.
- Accentuer l'enseignement de l'instruction civique en classe.

Question 20 : *Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société?*

- Favoriser la démocratie à tous les niveaux.
- Créer un service civique obligatoire instruit par des professionnels.
- Faire participer les jeunes aux associations.
- Inciter les jeunes à s'investir dans les programmes professionnels par le biais de l'éducation nationale.
- Inviter les citoyens à participer à tout ce qui touche au mode de vie

PAGE 2 NON NUMÉRISÉE



## Questions suite à grogne gilet jaunes.

### Les tabous français.

Y'a qu'à, y'a qu'à, oh pauvre comme ils disent à Marseille, oh con comme ils disent en Languedoc, aurions-nous la mémoire courte et des œillères ? Que la critique est facile !

Je commence par l'économie car c'est elle qui conditionne tout le reste. Allez en Allemagne vous changez de monde. Là bas la croissance est palpable, le chômage n'est que de 4,5%, pas d'assistance de pseudos emplois d'avenir ou contrats aidés. Constat les déficits publics diminuent et ont diminué depuis longtemps. Pourquoi, grâce aux réformes de Gerhard Schröder qu'Angela Merkel intelligemment a fait fructifier. Quand il s'agit de leur pays les Allemands font preuve d'une continuité qui nous manque cruellement.

En France qu'entend t-on ? La compétitivité allemande s'est payée d'une régression sociale effroyable. Le marché du travail est atteint d'une flexibilité excessive. Mais les Allemands, les caboches, ne voient pas les choses de cette façon et voilà 13 ans que Merkel est réélue ! N'en déplaise à la gauche, aux syndicats, mais comme en Angleterre, je vais y venir, une large majorité d'Allemands semble préférer un emploi peu payé à pas d'emploi du tout et une politique sociale rigoureuse à des déficits que chez nous trois générations ne suffiront pas à rembourser. Merkel a toujours préféré un solide bon sens même si en ce moment elle se heurte au populisme parce qu'elle a accueilli trop d'immigrés. Elle, ne multiplie pas les chèques en bois ? Elle a su privilégier le compromis aux affrontements idéologiques, Macron essaie mais n'y arrive pas. Elu avec 25% au 1<sup>er</sup> tour, élu au 2<sup>e</sup> tour pour faire barrage au RN, on constate que les militants retournent vers leur parti d'adoption car le programme de Macron n'était pas celui désiré. 18 mois après, certains veulent déjà refaire le match car avides d'avoir ce fameux pouvoir sans avoir la patience d'attendre 2022. Quand François Hollande divisait et inquiétait la société française, Merkel rassemblait son pays. D'ailleurs les Allemands la surnommaient Mutti (la mère) où Hollande était surnommé » Flamby ! Alors Macron aurait peut être dû adapter son PRG à l'électorat qui l'a élu !

Qui a privatisé les autoroutes, qui a appauvri les services publics, Sarkozy.

Du temps de Hollande aucune pause fiscale, plutôt un véritable hold-up, pour un retraité modeste le taux d'imposition a triplé du fait des prélèvements sociaux, CSG et CRDS. Politique reconduite l'année suivante en 2014. En 2013, l'Etat français a dépensé 57 % du produit intérieur brut (9 points de plus que la moyenne des autres nations), a prélevé en impôts et taxes 47% de cette richesse produite par les Français, a créé une dette supplémentaire de 10% qui cumulée au passif antérieur donne maintenant une dette de 100%. Autre sujet, qui a inventé le statut d'autoentrepreneur ? Sarkozy. Cette réforme donnait liberté à chacun de créer son activité sans contrainte, aussitôt 900.000 candidats sont séduits. Un tiers d'entre eux étaient au chômage, les autres avaient des revenus modestes et ils se sont mis à travailler pour des entreprises dont les patrons ont renoncé à embaucher sous le poids des charges fiscales et sociales. Donc l'auto entrepreneur est né de la perversité du code du travail datant d'avant Sarkozy ! En 4 ans, ce statut a créé 500.000 auto entrepreneurs qui produisaient 15 milliards d'euros de richesses et 3 milliards de recettes fiscales et sociales. Sylvie Pinel sous Hollande sort un projet de loi visant à vider de sa substance le statut d'auto entrepreneur. Avant même que la réforme soit votée, 11% des créations s'effondrent et un sondage prévoit que 40% d'entre eux (360.000) arrêteront leur activité. Résultat, ils sont repartis pointer à Pôle Emploi et travailler au noir ou les deux. A la place, Hollande décide d'augmenter les bénéficiaires du RSA, 160.000 personnes en un an, les compteurs de la CAF s'affolent. Donc la gauche a préféré le RSA à l'auto entrepreneur. Macron voulait trouver un bouclier pour protéger l'ensemble de la population de la ruine du pays, après 18 mois il est conspué où Hollande a fait tranquillement ses 5 ans et n'a même eu le courage de se représenter ! Continuons comme cela, nous allons avoir une grosse Grèce.

## **Nombre de parlementaires, comparatif avec les autres pays européens.**

Suite à cette vidéo qui tourne sur le fonctionnement des parlementaires en Suède, pays de 10 millions d'habitants, 349 députés, comparons ce qui est comparable.

La réduction de 30% du nombre de parlementaires ferait de la France le deuxième pays à la plus faible représentativité d'un parlementaire rapportée à la population, au sein de l'Union européenne, derrière l'Allemagne.

La baisse de 30% du nombre de parlementaires, annoncée par Edouard Philippe dans le cadre de la réforme institutionnelle, est encore loin de faire l'unanimité. Le président LR du Sénat, Gérard Larcher, s'est dit vendredi, dans Le Figaro, en total désaccord avec ce chiffre de 30%. Son exigence, exprimée depuis des mois, est d'assurer une « juste représentation des territoires ». Avec une baisse de 30%, on passerait de 577 à 404 députés et de 348 à 244 sénateurs. Ce qui ne serait pas sans conséquence sur la représentativité des élus de la Haute assemblée. Selon les calculs de publicsenat.fr, il y aurait, après la réforme, 47 départements avec un seul sénateur, contre seulement 7 aujourd'hui.

La comparaison avec les autres pays européens peut nourrir le débat sur le bon niveau de représentation nationale. En valeur absolue, c'est-à-dire quand on prend le chiffre brut, la France est aujourd'hui le troisième pays de l'Union européenne à comptabiliser le plus de parlementaires. Comme le relève Le Figaro :

- le Royaume-Uni est le premier, avec 1410 parlementaires.
- l'Italie seconde avec 950.
- la France troisième avec un total de 925. (577 députés et 348 sénateurs).
- l'Allemagne en compte 778.
- l'Espagne 616, la Pologne 560, la Roumanie 465, la Suède 349.

Après la réforme, la France, avec un nouveau total de 648 parlementaires (404 députés et 244 sénateurs), se retrouverait à la cinquième place, derrière l'Allemagne.

### **Un parlementaire pour 103.683 habitants.**

Mais un autre chiffre a plus de sens. Celui du nombre de parlementaires rapporté à la population du pays. Dans ce cas, la France se retrouvera parmi les moins bien classés en Europe, c'est-à-dire qu'un parlementaire représentera en moyenne beaucoup d'habitants. De quoi donner du grain à moudre aux sénateurs LR qui mettent en cause une réforme qui mettrait à mal la représentativité.

Actuellement, un parlementaire français représente en moyenne 72.634 habitants, en se basant sur l'estimation de l'Insee de la population en 2018. Ce qui place le pays au quatrième rang au sein de l'Union européenne. Après la réforme, la moyenne par parlementaire passerait à 103.683 habitants. La France serait alors le deuxième pays au classement, derrière l'Allemagne qui compte un parlementaire pour 116.598 habitants, d'après les chiffres du Monde.

Suivent ensuite par parlementaire, les Pays-Bas avec 75.637 habitants représentés, l'Espagne avec 75.396 habitants, la Pologne avec 67.764 habitants, puis l'Italie avec 64.128 habitants représentés. La France pourra toujours faire valoir son rapprochement avec son voisin allemand, souvent pris en exemple

mais .....

### **Après la réforme, le nombre de parlementaires sera le même qu'en Allemagne. Vrai ou Faux ?**

La comparaison n'a aucun sens. Car oui, le Bundestag Allemand compte 709 députés, et il y en a 69 au Bundesrat qui représente les régions. Le taux est donc d'un élu pour 106.000 habitants, exactement le même que celui que présentera la France après la réforme. **Sauf que l'Allemagne**, est un état fédéral, et que le Bundestag est très loin d'être seul à légiférer : Lui s'occupe des domaines régaliens : défense, politique étrangère, justice et travail. Mais une grande partie de la législation revient aux Länder, ces 16 Etats qui ont chacun leur gouvernement et leur Assemblée. Ce sont eux qui décident de toute l'éducation, par exemple (il n'y a même pas de ministre fédéral), à quel âge on entre à l'école, le contenu des programmes. Ils votent aussi les politiques culturelles, le régime pénitentiaire, une grande partie des politiques environnementales ou économiques (à quelle heure on ferme les magasins), toute la politique du logement. Même les salaires des fonctionnaires se décident au niveau des Länder. Donc si l'on veut vraiment comparer la France avec l'Allemagne sur le plan parlementaire, il faut prendre en compte leurs députés : il y en a 1.821 dans les 16 parlements. Donc le taux réel de représentation des allemands, il n'est pas d'1 député pour 100.000 habitants, mais d'un député pour 31.000 habitants.

### **Donc la France, après la réforme, aura bien le plus faible nombre de députés en Europe ?**

Absolument. Et de loin, puisque la moyenne, en Europe, est d'un député pour 37.000 habitants. D'où les critiques de ceux qui disent : attention ! Baisser le nombre de parlementaires, c'est sans doute populaire, mais cela va couper les élus de leurs territoires. Ils n'auront plus le temps de connaître les problématiques locales et d'y adapter les lois. A l'inverse en Allemagne, cette démocratie de proximité est un principe constitutionnel. L'état fédéral par exemple, a décidé de sortir du nucléaire (il fixe le cadre), mais un Land peut parfaitement décider de construire des centrales à charbons pour le faire.

On a l'habitude, en France, de se plaindre d'un trop grand nombre d'élus, avec nos 36.000 communes (et nos 525.000 conseillers municipaux), nos départements, nos régions. Mais en réalité, ils ont peu de pouvoir, puisqu'ils administrent, mais ils ne décident pas.

De plus tous les économistes le disent, il suffit de faire le calcul, l'économie ne sera pas énorme, cela reste dans le symbolique et ne sauvera pas la France. Le problème est ailleurs, redévelopper le tissu industriel en l'aidant pour créer des emplois.





" Cahier de doléances "

Janvier 2019

**SAINT-NAZAIRE**

Monsieur  
Doligeux -

Le 18/02/2019

- augmenter les revenus en relevant salaires et retraites au niveau du pouvoir d'achat.
- enlever la CSG des petits et moyen revenus
- ne pas toucher à la pension réversion, sinon au cas par cas suivant les revenus
- Revoir les taxes sur les factures (eau et autres qui doublent les frais (les taxes)
- carbone maintient à la baisse
- quelle sera l'aide attribuée au foyer pour correspondre au besoin écologique?

Monsieur



## REMARQUES - REVENDICATIONS - SUGGESTIONS

Diminution de moitié du nombre de députés- Suppression ou diminution notable et visible de leurs avantages ( primes, obsèques, etc.) Suppression du Sénat ( cette chambre de sert à rien, les sénateurs coûtent très cher et leur rôle est incompréhensible car l'assemblée a toujours le dernier mot dans l'adoption des lois) lorsque les élus font des "bêtises" ils ne rendent pas l'argent, ne vont pas en prison alors que le commun des citoyens reçoit la menace et la visite d'huissiers, puis doit payer des pénalités et même faire de la prison pour parfois quelques dizaines d'euros dûs! Pourquoi effacer les dettes de certains pays "amis" , pourquoi effacer les dettes de certains sportifs et artistes français qui ne résident même pas en FRANCE !!! Pour quelles raisons obscures? Toutes ces dettes effacées ne représentent-elles pas **LARGEMENT** ce que rapporte à l'état la CSG sur les retraites ?

Supprimer immédiatement l'augmentation de la CSG sur TOUTES les retraites. Comment comprendre que la CSG augmentée ait été appliquée sur une retraite de 250 euros par mois? Revoir les prestations familiales et sociales et surtout à qui les allouer. Comment accepter sans broncher qu'un musulman puisse vivre dans notre pays avec plusieurs épouses ayant chacune de nombreux enfants et que cette famille perçoive toutes les aides possibles et inimaginables dont les allocations familiales ET CE SANS MEME PAS TRAVAILLER . Pour ces familles là, obligeons les adultes à travailler à temps complet sous peine de pas percevoir les allocs. et appliquons un montant dégressif de ces allocations à partir du 3 ème enfant.

Supprimer les allocations et autres aides ( prime de Noël par exemple) à tout étranger qui "crache" sur la FRANCE , aux parents de mineurs violents et délinquants.

Supprimer les "subventions" et autres avantages ( voiture, chauffeur, garde du corps, logement et j'en passe) accordées aux anciens présidents de la République!!! QUATRE anciens présidents qui y ont droit pour seulement 5 ans de présidence en ce qui concerne deux d'entre eux. Nous sommes sans doute le seul pays au monde où existent ces avantages.

Comment accepter que des migrants aient droit à des aides financières dépassant souvent le montant de certaines retraites de FRANÇAIS ayant travaillé toute leur vie active dans notre beau pays. Pour ces gens là, il y a de l'argent dans les caisses de l'état, mais pour les travailleurs et les retraités, NON! apparemment. A quoi correspond maintenant notre belle devise LIBERTE EGALITE FRATERNITE.? que nos parents et nos enseignants autrefois respectés nous ont enseignés. Nous attendons beaucoup plus de compréhension et de considérations de la part de nos dirigeants.

Dans un autre registre, supprimer la limitation de vitesse à 80 km/ heure. Il y aura toujours des chauffards qui rouleront comme des "fous". Cette limitation de vitesse n'a d'autre but véritable que de verbaliser encore plus de conducteurs afin d'alimenter les caisses de l'état. Pour payer qui en fait? Et qui va payer les dégâts occasionnés suite au mouvement des "gilets jaunes" Le peuple sans doute ? N'est ce pas de la faute de nos politiques tout cela?

M<sup>rs</sup>

Pouvoir d'achat (Retraite) + baisse de la CSG sur les retraités  
Baisse des taxes sur les carburant.

Augmentation du % des impôts sur les revenus des très gros salaires  
Retour au 90 km/h.

Je souhaiterais DU SOCIAL MAIS PAS ESBCÉ  
ET PLUS CONTRÔLÉ

PAS NORMAL que le RSA dure des ANNEES SANS  
CONTRÔLE ET SANS CONTREPARTIE POUR DES PETITS  
TRAVAILLANTS DANS LA COMMUNE OU LE DEPARTEMENT

Remettre LA CSG pour les RETRAITÉS les moins  
Aisés.

Revoir les 80 km/h sur certaines ROUTES  
comme les EX NATIONALES.

Diminuer le nombre de DEPUTÉS ET SENATEURS  
NE plus payer les anciens présidents ET  
SURTOUT leur enlever tout les privilèges  
comme voiture de fonction, chauffeur,  
secrétaire ETC  
qu'il est bien sur une RETRAITE.

6  
habitante de la Commune St Nazaire d'Aude je souhaiterais  
faire part de certains besoins que le gouvernement ~~actuel~~  
actuel a mis en place et qui majoritairement résolvent  
- plus de pauvreté déjà pour les jeunes, les handicapés,  
les plus âgés mais aussi ceux qui ne rentrent pas dans  
catégories désignées. c'est à dire les malades qui sont  
en demi-traitement, les allocations de solidarité  
spécifique etc. - qui ne peuvent prétendre à aucun  
aide (allocation vieillesse)

Je suis satisfaite pour le Ric et le présent  
dialogue, qui est sur internet ne n'est pas accablé  
et ne répond en rien aux demandes du peuple.

où est la justice sociale dans notre pays quand :

- on entretient des milliers de polygames dont certains touchent par le biais des aides diverses plus de 10000 euros par mois sans travailler alors que la polygamie est interdite dans notre pays.

- près d'un million de faux passeports seraient en circulation permettant à leurs détenteurs de profiter de la manne sociale

- un français né à l'étranger doit prouver avec parfois beaucoup de difficultés sa nationalité à l'administration alors que des milliers de "mariages blancs" sont célébrés chaque année malgré les enquêtes ( et surtout avec la complicité de certaines associations !!!)

- nous finançons avec les deniers publics des associations qui ne combattent le racisme qu'à sens unique.

- on condamne sévèrement le bon citoyen qui a eu le malheur d'avoir un geste malheureux envers un représentant de l'état et qu'on laisse faire et surtout dire sans aucune poursuite ces rappeurs qui insultent notre peuple, nos dirigeants et notre drapeau; les droits des voyous passeraient-ils avant ceux des victimes?

- enfin, que penser de ces situations de femmes d'agriculteurs par exemple, qui ont travaillé 50 ans à la ferme et n'ont pas droit au minimum vieillesse de 780 euros sous le prétexte que son mari et elle dépassent de plafond de 1200 euros mensuels pour un couple. Où va-t-on avec cette somme ridicule ? Cette situation ne pousse-t-elle pas au suicide bon nombre de retraités qui ne s'en sortent plus ? mais peut-être celà est - il voulu, non ?

- Obligation à tous les détenus d'exercer une activité quelle qu'elle soit afin de payer ( au moins)leur nourriture, la télé (dont canal plus que beaucoup de citoyens ne peuvent se payer!!!) . Quand on voit que nous devons payer la télé, la wifi, etc... lorsque nous sommes hospitalisés. Et que dire des maisons de retraite. A ce sujet faire payer les résidents en fonction de leurs revenus au lieu d'imposer des tarifs uniques. Le maintien à domicile n'est pas possible partout, et surtout pas en pleine campagne où il n'y a presque plus de médecins.

- Obligation ( avec aide financière à la clé) faite aux nouveaux médecins de s'installer en zone rurale voire périurbaine pendant une durée raisonnable.

- en ce qui concerne les détenus "radicalisés" donc très dangereux pour la société, pourquoi continuer à les mettre dans les prisons " normales" où ils coûtent très cher. Prenons le cas d'ABDELSAM. Créons des camps de travail sur la larzac ou canjuers par exemple où ils seraient sous la surveillance de la légion étrangère et non de l'administration pénitentiaire. Ce système en calmerait certainement quelques uns.

- refusons par tous les moyens le retour des combattants islamistes FRANCAIS sur notre territoire. Qu'ils soient jugés et condamnés dans les pays où ils ont sévi et qu'ils y purgent leur peine, même si c'est LA peine capitale. Ces gens là ne font pas de sentiment, pourquoi devrions en faire?

- où est la justice sociale quand la sécurité sociale, soit-disant en faillite depuis si longtemps et autres organismes de retraite payent à l'étranger des retraites à des gens disparus depuis longtemps. quels contrôles sont exercés?

- où est la justice sociale quand les étrangers bénéficient de la CMU et d'une mutuelle gratuite alors que des millions de français ne peuvent "s'offrir" une mutuelle? et ne peuvent se soigner correctement.?

- Que font nos politiques pour contrer l'utilisation de fausses cartes vitales qui coûtent à la sécu des milliards d'euros; au lieu de celà ils

nous augmentent la CSG y compris sur les petites retraites.

- pourquoi trouve t'on si facilement des logements pour des familles nombreuses étrangères alors que certains "bons " français galèrent durant des années pour obtenir quelquefois un logement HLM digne.?



- 10 - Les Taxes Foncières dans les Communes de l'Aude sont beaucoup trop élevées par rapport aux villes et à d'autres départements. Trop d'inégalités.
- Retirer l'augmentation de la CSG (2018) à tous les retraités
  - La Taxe d'Habitation doit être retirée supprimée maintenant et non pas à la fin du mandat pour tous les Français !
- Si on veut rétablir il faut déjà arrêter de p les Retraités des anciens Présidents et leurs suivants car comme nous quand c'est terminé on ne perçoit rien et depuis il y aurait plus d'argent pour les personnes qui ~~se~~ ou ~~sont~~ plus Présidents et les pour ceux qui dorment ou qui ne vont pas à l'assemblée ne rien leur payer ce serait déjà de l'argent en plus par les autres et aider les petites communes

installer un conseil citoyen par mairie afin de permettre à la population de participer plus activement à la vie de la commune et de s'exprimer régulièrement sur les dossiers en cours

- renforcer et ~~est~~ revaloriser tous les services à la personne : il s'agit d'emplois non délocalisables et indispensables à notre population vieillissante
- revaloriser les salaires des professeurs et des infirmières
- donner un maximum de moyens et personnel et en affecter aux E.P.A.D
- favoriser l'installation de jeunes médecins en milieu rural et péri-urbain de petites villes en développant par exemple les maisons individuelles
- favoriser l'installation de jeunes agriculteurs/marchands eleveurs... travailler en bio sur des fiches agricoles laissées à l'abandon
- taxer moins les produits bio, locaux et de saison afin qu'ils profitent au plus grand nombre : bien se nourrir ne doit pas être un luxe
- geler les installations de "fast-food" néfastes pour la santé et coûteuses à tenir pour la sécurité sociale
- permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et revaloriser leurs retraites
- privilégier la rénovation de l'habitat ancien au lieu de villosités ou de triment de nouvelles constructions
- prononcer un moratoire sur le développement des moyennes et grandes surfaces afin de développer les commerces de proximité
- n'accorder de permis de construire qu'à des bâtiments à énergie positive
- favoriser le co-habitation en milieu rural et péri-urbain par des outils informatiques puissants
- réduire le "mille feuilles" administratif, notamment dans le secteur du tourisme : trop d'agences, trop d'interlocuteurs

personnes âgées, offre d'emplois non déqualifiants et indispensables à notre population vieillissante

- revaloriser les salaires des professeurs et des infirmières
- donner un maximum de moyens et personnel et en affecter aux E.P.A.H.D.
- favoriser l'installation de jeunes médecins en milieu rural et péri-urbain de petites villes en développant par exemple les maisons médicales
- favoriser l'installation de jeunes agriculteurs / maraîchers éleveurs... travailler en bio sur des fiches agricoles laissées à l'abandon
- taxer moins les produits bio, locaux et de saison afin qu'ils profitent au plus grand nombre : bien se nourrir ne doit pas être un luxe
- geler les installations de "fast-food" néfastes pour la santé et coûteuses à terre pour la sécurité sociale
- permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et revaloriser leurs retraites
- privilégier la rénovation de l'habitat ancien au lieu de villages ou de Triment de nouvelles constructions
- prononcer un moratoire sur le développement des moyennes et grandes surfaces afin de développer les commerces de proximité
- n'accorder de permis de construire qu'à des bâtiments à énergie positive
- favoriser le co-voiturage en milieu rural et péri-urbain par des outils informatiques puissants
- réduire le "mille feuilles" administratif, notamment dans le secteur du tourisme : trop d'agences, trop d'intervenants, trop de dépenses pour des missions identiques et au final des résultats difficiles à analyser
- réduire le développement et la pollution générée par les sites industriels proches de ville (refuser par exemple à Tolouse les projets TDN et NVA)

.../...

## Pour répondre aux questions posées par le Président

- Pour une justice plus juste et plus efficace.
  - ne pas modifier les textes de loi tous les ans
  - imposer tout le personnel qui travaillent ou réalise du travail en France
  - limiter les niches fiscales
  - augmenter les contrôles fiscaux pour réduire la fraude, et revenir à l'esprit des lois pour limiter l'optimisation fiscale
  - faire évoluer l'impôt en priorisant la proportionnalité.
- Quels sont les économies qui vous sont prioritaires à faire
  - les doublons entre l'État, la région, les départements, les communes mettre en valeur la notion de Bassin de vie (pays).
  - réduire le nombre de parlementaires. - 427 députés et 57 à la proportionnelle.
  - 230 sénateurs avec un minimum par département (6)
  - Supprimer les CESE régionaux, 150 membres de CESE nationaux et 50 personnes tierces affectés.
  - Supprimer les agences et autorités (le contrôle doit être donné aux parlementaires)
  - Supprimer la Cour des comptes, ou alors lui donner un pouvoir de juridiction sous l'autorité du parlement.
  - Supprimer les avantages et protections au bout d'un certain temps pour les ministres, 10 ans pour les présidents
  - Quitter l'OTAN, réactiver la défense européenne
  - Réduire les secrétariats d'État "Recompenser" "épidémique" "équilibre politique"
  - Pénaliser les effets d'aubaine : ex<sup>o</sup> crédit d'impôt recherche attribué aux banques pour l'optimisation des placements et à la grande distribution pour la gestion des filiales étrangères
  - Supprimer les états et postes statistiques dans les ministères  
Ven confier la responsabilité à l'INSEE
  - Décentraliser "Bercy" remettre des personnes en Région
  - Réduire la politique financière de la natalité, en limiter le bénéfice à 4 enfants.
- Quels sont les besoins nouveaux.
  - La grande dépendance.
  - développer nos capacités en formation (complément de l'ASE)
  - l'hôpital est prioritaire la psychiatrie (forte état)
  - La justice plus d'accompagnement moins d'emprisonnement
  - Une politique de la mer très active, faiblesse des ports, logistique encore très faible.
- Comment organiser notre pacte social.
  - Donner au citoyen les moyens et la reconnaissance pour.

- limiter les niches fiscales
- augmenter les contrôles fiscaux pour réduire la fraude, et revenir à l'esprit des lois pour limiter l'optimisation fiscale
- faire évoluer l'impôt en période floue, la proportionnalité.
- Quels sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire
  - les dou blans entre l'État, la région, les départements, les communes mettre en valeur la notion de bassin de vie (parcs)
  - réduire le nombre de parlementaires - 427 députés et 57 sénateurs proportionnelles.
  - 230 sénateurs avec un minimum par département (réduire)
  - Supprimer les CESE régionaux, 150 membres de CESE nationaux et 50 personnes tirés au sort.
  - Supprimer les agences et autorités de contrôle déléguées aux parlementaires.
  - Supprimer la cour des comptes, ou alors lui donner un pouvoir de juridiction sous l'autorité du parlement.
  - Supprimer les avantages et protections au cœur de la loi (à un pour les ministres, 10 ans pour les présidents)
  - Quitter l'OTAN, réactiver la défense européenne
  - Réduire le secrétariat d'État "Récompenser" "épidémique" "équilibre politique"
  - Réduire les effets d'aubaine : ce crédit d'impôt recherche attribué aux banques pour l'optimisation des placements et à la grande distribution pour la gestion des files d'attente.
  - Supprimer les statuts équipés statistiques dans les ministères. Ven confier la responsabilité à l'INSEE
  - Décentraliser "Bany" remettre des personnes en Région.
  - Réduire la politique financière de la natalité, en limiter le bénéfice à 4 enfants.
- Quels sont les besoins nouveaux.
  - La grande dépendance.
  - des lieux de formation (complément de l'ASE)
  - L'hôpital est parti vers la psychiatrie (liste d'attente)
  - La justice plus d'accompagnement moins d'emprisonnement
  - Une politique de la main d'œuvre, faiblesse des ports, logistique autres très faibles.
- Comment organiser notre pacte social.
  - Donner au citoyen les moyens et la reconnaissance pour intervenir au long du mandat (quel qu'il soit)
  - Redonner aux maires du pouvoir vis à vis de la région, supprimer le département.
  - Former les bénévoles et les reconnaître (pt de retraite, chèques vacances, frais de déplacement).

- Simplifier les retraites et les indices.
- limiter l'écart de salaire de 1 à 20 max.
- Costruire des passerelles tout au long du parcours professionnel pour un change de métier.
- Financer la mobilité des demandeurs d'emploi (frais de déplacement et de logement).
- Dans le cadre du principe de précaution, construire une politique du droit à l'emploi et à l'innovation.
- Créer une journée citoyenne au bénéfice des communes.
- Obliger les chaires publiques à informer sur les grands principes de la République.
- accroître le nombre de maisons de santé, et créer des maisons administratives.
- Favoriser l'installation de zones agricoles périurbaines et pour de jeunes agriculteurs bio.
- Sanctionner l'incompétence, valoriser le travail bien fait.

### Transition écologique

- Création d'une banque européenne de financement (législation, recy et taxes supplémentaires (taxe sur les poids lourds, paradis fiscaux sans s'arrêter) - taxe sur les transactions financières)
- Développement des groupements d'achat et financement à long terme
- Formation aux gestes économiques à l'école et des entreprises voir les jours citoyens.
- Suppression de toutes les dettes fiscales non validées par l'ADETE
- Simplifier les procédures (exemple: pour l'isolation, un cahier technique avant, un cahier technique après, le chemin pour y arriver simplifié)
- Développer une mobilité coordonnée entre tous les types de transport (gare routière, interconnexion)
- Favoriser les transports groupés
- Réduire l'emprise territoriale des constructions (augmenter avec le développement)
- Développer le travail à domicile, les salles de coworking de proximité
- Financer la recherche sur le bio et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs

### Le citoyen et la Nation

- Donner du temps: pour un citoyen français: une journée citoyenne pour un nouvel élu: une semaine à 7 jours.

du droit à l'éducation <sup>meilleure, surtout une polyg.</sup> l'innovation.

- Créer une journée citoyenne au bénéfice des communes.
- Obliger les chaires publiques à informer sur les grands principes de la République.
- accroître le nombre de maisons de santé, et créer des maisons administratives.
- Favoriser l'installation de zones agricoles péri-urbaines pour de jeunes agriculteurs bio.
- Lutter contre l'incompétence, valoriser le travail bien fait.

### Transition écologique

- Création d'une banque européenne de financement législative, recy d.
- et taxes supplémentaires (taxe sur les poids lourds parusant pays sans s'affecter) - taxe sur les transactions financières)
- Développement des groupements d'achat et financement (coopératives)
- Formation aux gestes économiques à l'école et des entreprises voire les des citoyens.
- Suppression de toutes les dépenses non validées par l'ADETE
- Simplifier les procédures (exemples: pour l'isolation, un cahier technique, un cahier technique après, le chemin pour y arriver simplifié)
- Développer une mobilité coordonnée entre tous les types de transport. (gare routière, interconnexion.)
- Favoriser les transports groupés.
- Réduire l'emprise territoriale des constructions (augmenter la ville habitée)
- Développer le travail à domicile, les salles de coworking de proximité
- Financer la recherche sur le bio et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs

### Le citoyen et la Nation

- Donner du temps: pour un citoyen français: une journée citoyenne pour un nouvel élu avant: une semaine à 15 jours.
- Former à l'usage français pour tous.
- Favoriser le départ en retraite en "sifflet" bonis aux bénéficiaires des associations
- Nomination de citoyens tirés au sort pour participer au CESE
- 2 Refers dans un an au moins sur des sujets demandés par des citoyens et validés par les députés (x%) et/ou par le conseil constitutionnel

- pas de quota, mais un renforcement de l'aide aux pays à forte demande migratoire.<sup>15</sup>
- Faire respecter la loi de 1905 tout de même la loi.
- Pas de financement de pays pour les lieux de cultes.
- Forme à l'histoire des religions.

le 19/02/2019.

PS : spécifique à la région. Redévelopper la ligne Bije - Marbonne avec véhicules propres et gestion des informaticiens (par service par Smuaphor).



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DEPARTEMENT DE L'AUDE**

**COMMUNE DE SAINTE – VALIERE**



**CAHIER DE DOLEANCES  
ET DE PROPOSITIONS  
DES HABITANTS  
DE SAINTE VALIERE**

NOM Prénom

KX50291

Signature

AA

Supprimer 500 députés et fermer le sénat  
 qui est la maison de retraite des vieux politiques  
 Diminuer les ministres et autre  
 prendre exemple sur l'Allemagne  
 Remettre l'ISF et voter trop  
 aides tuent l'état plus de contrôle  
 secu, CAF, Pôle emploi -

l'occasion m'est donnée de me exprimer  
 en tant que citoyen, voici ce que j'ai à dire  
 c'est un constat.

Voilà plus de 40 ans que nous sommes entrés  
 dans la voie de la consommation et du libéralisme  
 (LOI BAYH-DOLE) qui ont amené l'apogée  
 du profit, des lobbies, du pouvoir de l'argent.  
 nous sommes aujourd'hui gouvernés par les banques  
 et les actionnaires, ce qui fait fuir les chercheurs  
 qui empêchent toute innovation et Reinvestissement  
 des Richesses, partant les idées ne manquent pas.  
 nos Régions meurent et ne doivent leur survie  
 qu'aux bonnes volontés associatives personnelles  
 et la volonté de certains de nos élus.  
 la classe moyenne disparaît et partant est le  
 tiers social de notre pays. Je ne parle pas de la  
 manière dont on traite l'école et nos anciens -  
 comment s'ouvrir au monde quand on ne sait plus  
 qui on est, quand notre société s'effrite quand on  
 est déshumanisé.  
 Des Réformes ne serviront à Rien quand on ne  
 voit ni avenir, ni espoir.

Question

Qui aura le courage et la volonté de réfléchir  
 et d'entreprendre une politique comprenant une vision  
 à long terme - au delà de l'égo surdimensionné  
 et d'une certaine incompetence qui caractérise la  
 classe politique dans son ensemble ?  
 Pour Jackson ne pense qu'aux riches  
 et pas à ceux qui ont travaillé toute  
 leur vie et qui touchent 790,00 € de  
 retraite. C'est une Honte !!!  
 C'est son chèque unique qui a permis et  
 qui au bout de 30 ans on li'a toujours  
 rien.

NOM Prénom		Signature
	<p>L'Abbé Pierre a dit: le monde change  chaque fois que quelqu'un partage,  apprenons à vivre ensemble, à partager,  à se respecter, à être solidaire.  nous ne nous déshum<sup>amis</sup>ons pas.  c'est l'humain la priorité.</p>	
	<p>En cette nouvelle année, il est évident  qu'il faille régler les problèmes de  précarité quel qu'ils soient de manière  à vivre dignement et de façon respectable.  Soyons Bienveillant les uns envers les autres  car nous sommes tous en grande majorité,  dans la même situation (de Nord!)</p>	
	<p>La France est, paraît-il, le pays  des droits de l'homme. Mais, dans cer-  taines affaires, les détenteurs de l'au-  torité publique font absolument ce  qu'ils veulent sans qu'ils aient à ren-  dre des comptes. Il ne s'agit pourtant</p>	

NOM Prénom

KX50292

Signature

parde picadilles, mais de la mort d'un garçon de 18 ans, tué par une automobiliste qui conduisait ivre et sans permis, et de la mort d'un homme de 54 ans assassiné par des légionnaires qui le rade-  
étaient. Les gendarmes et les magistrats ont multiplié les entraves à la saisine de la justice. (mensonges, rebornation de témoins et d'expert, faux-documents, faux en écriture publique) afin de pouvoir jeter les affaires aux oubliettes.

Je tiens, à la disposition de qui le voudra, les documents sortis des dossiers d'instruction N° 94/011 - 203/00028 -

304/009, Parquet d'Arignon, qui prouvent la véracité de mes accusations.

Il serait grand temps que des mesures soient prises afin que les citoyens de ce pays puissent retrouver un certain degré de confiance en la justice de la France.

Amstein a écrit: « Le monde n'est pas perdu à cause de ceux qui





**ENTRE  
NOEL ET JOUR DE L'AN 2019**

ANNEKE 1

**Il est enfin temps de renverser la table.  
Il faut mettre à l'endroit ce qui est à l'envers.  
Il faut pour tous les jours des ans :**

**de la FRATERNITÉ  
de l'ÉGALITÉ  
de la LIBERTÉ**

**Y à qu'à !!!  
Il faut que !!!  
Nous voulons que !!!**

C'est le moment de toutes les décisions.  
Nous ne voulons plus ni droite ni gauche.  
Nous sommes des Citoyens du Monde.

Etablissons la Fraternité des Peuples.  
Instituons l'égalité des individus  
Obtenons la liberté de vivre en paix

Développons notre volonté.  
Installons dans nos vies la solidarité.  
Découvrons en vérité la compassion.

Elevons notre corps à la pleine santé  
Magnifions nos émotions saines  
Elevons notre esprit au-delà du monde

## ANNEXE 2

Apprenons la grammaire de l'amour  
Bannissons la crainte, la peur  
Augmentons toute connaissance

Voyons après la 3 D parachevons la 4 D  
Etudions le 4è état de la matière, l'éther  
Voyons la 3è fibre d'ADN

Informatique quantique  
Vitesse de la lumière multipliée  
Découvrons l'univers avant le multivers

Etudions les mystères mineurs et les majeurs  
Dénombrons nos corps subtils et leur fonction  
Définissons l'immortalité rationnellement

Déchiffrons les cristaux de la pinéale  
Fouillons dans la mémoire de la nature  
Regardons la quintessence de nos 5 sens

Distribution électrique non câblée  
Moteurs surunitaires  
Utilisons l'énergie du vide

Soyons un peuple souverain  
Légalisons la justice en toute chose  
Accueillons la dérision et l'humour

Ayons une agriculture respectueuse  
Un commerce nourricier vertueux  
Une monnaie sur étalon or

Un revenu universel de 1500 €  
Une fiscalité de promotion sociale  
Une économie de partage

Chantons la beauté du monde  
Dansons toutes les harmonies  
Que chacun veuille absoudre

L'art premier est le verbe  
L'art second est la musique  
L'architecture commune à tous les arts

Découvrons que nous sommes tout  
Croyions que nous pouvons tout  
Notre futur est dans le présent

Fraternité  
Egalité  
Liberté

1120 Ste Valère

# **Cahier citoyen**

« SALLELES D'AUDE » - « 11369 »

« 11590 »



# Lettre du Maire

Sallèles-d'Aude n°43



## La municipalité organise la consultation d'initiative citoyenne jusqu'au 31 janvier 2019

Jusqu'au 31 janvier, un cahier de doléances sera disponible à la mairie et en ligne afin de faire participer les citoyens Salléolois à la consultation d'initiative citoyenne lancée par le gouvernement.



# 05/02/2019

# CONSULTATION D'INITIATIVE CITOYENNE

## Synthèse de la consultation

Résumé des thèmes dégagés et des propositions correspondantes sur la période de la mise à disposition du cahier de doléances, du 20/12/2018 au 31/01/2019.

PERIODE DU  
20/12/2018 AU  
31/01/2019

60 PARTICIPATIONS

1/3 DES  
PARTICIPATIONS A  
LA MAIRIE

2/3 DES  
PARTICIPATIONS  
SUR INTERNET

3% DES VOTANTS  
PARTICIPANTS

MAIRIE DE SALLELES  
D'AUDE

22 Avenue René Iché

[www.sallelesdaude.fr](http://www.sallelesdaude.fr)

## TRAVAIL/ECONOMIE

- Plafond indemnité chômage après X mois
- Suppression du CICE pour les sociétés du CAC 40. Report sur les moyennes et petites entreprises
- Remise en place des CUI CAE
- Formation professionnelle mieux ciblée pour les chômeurs
- + de moyens pour la police et la gendarmerie
- + de moyens pour l'armée
- Non privatisation du gaz et de l'électricité
- Eviter la géolocalisation des grosses entreprises
- Contrôle de l'obsolescence programmée
- Plafonnement des frais bancaires

## VIE QUOTIDIENNE

- Egalité salariale H/F
- Moyens supplémentaires pour la violence faite aux femmes
- Non généralisation du 80 km/h sur les routes départementales
- Faciliter les circuits courts
- Investissement dans l'école : éducation, respect, orientation
- Cours d'instruction civique
- Structures intermédiaires pour les seniors évitant l'EHPAD, trop onéreux
- Rétablir la peine de mort pour les terroristes
- Réintégrer l'uniforme à l'école

## DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

- Transparence totale sur les actions du Président de la République
- Référendums plus réguliers sur les décisions importantes
- Vote obligatoire
- Prise en compte du vote blanc
- Transparence des impôts pour leur utilisation

## SANTE

- Suppression du plafond de remboursement des soins dentaires et optiques
- Contrôle des dépassements d'honoraires
- Franchise pour les actes médicaux

## TOP 10 DES PROPOSITIONS

- Réduction du salaire et des avantages en nature des élus, principalement élus gouvernementaux, députés et sénateurs.
- Réduction du nombre de députés et suppression du sénat
- Indexation des retraites sur l'inflation
- Seuil des retraites minimum (SMIC)
- Réduction de la Taxe Foncière
- Suppression de la Taxe d'Habitation pour tous les citoyens
- Diminution des taxes sur les produits de base (aliments, électroménager)
- Lutte contre les fraudes fiscales
- Remise en place de l'ISF
- Prise en compte du vote blanc

La mairie de Sallèles d'Aude, qui a réalisé la synthèse qui précède, a conservé les contributions originales et a accepté que nous les numérisions. Pour gagner quelques pages du présent cahier, seuls les textes des contributions, manuscrites sur feuilles imprimées ou envoyées par messagerie sur le site de la mairie, sont édités.



# FORMULAIRE DE DOLEANCES

Date :

N° Enregistrement :

2013-0047

Coordonnées du rédacteur du formulaire : (facultatif)

Nom :

Prénom :

Adresse :

**Doléances :** Train de vie et défraîchement des hautes performances de l'état Français

**Mesures à mettre en place :**

- Réduire drastiquement le train de vie, les avantages en nature, les primes pour ce qui se fait.  
Avantages maintenus et payés par les impôts et taxes prélevés sur les personnes à qui on demande des efforts au nom de l'écologie.

Récépissé de la réclamation

Les services de la Mairie de Sallèles d'Aude attestent avoir reçu le -----

Le formulaire de doléances de M -----

Doléances :

La charge qui pèse sur les personnes seules est importante, elle ne est pas toujours un choc.

Mesures à mettre en place :

Mettre en place des réductions sur la taxe foncière, ainsi que sur l'impôt sur le revenu.

Doléances :

Pensions et avantages d'anciens présidents.  
- Basé sur celle d'un conseiller d'état cumulable avec d'autres impositions ou salaires provenant d'autres emplois.

- Avantage en nature

- Appartement de fonction, deux personnes à leurs services
- Voitures de fonction, deux chauffeurs
- sept collaborateurs

• gratuité dans les transports en commun SNCF.

• Hébergement dans une résidence consulaire en France.  
par l'ambassade de France lors d'un déplacement à l'étranger.

Mesures à mettre en place :

- Pension non cumulable et en proportion du temps effectif.

- annulation des avantages en nature.

sauf policiers

Doléances :

qu'elles soient Célibataires - Divorcées ou  
abandonnées.

Versez à ces personnes qui vivent  
seule au Suiss. ou légèrement au dessus  
qui doivent faire face seule au  
loyer - taxe habitation - eau -  
électricité - Chauffage - nature

Mesures à mettre en place :

Prison 1 pat 1/2

Doléances :

Reversion retraites

Mesures à mettre en place :

Ne pas modifier les reversion  
sur les modestes retraites

Doléances :

Anciens présidents -

Mesures à mettre en place :

Réviser tous les avantages de nos  
anciens présidents.  
leur accorder une retraite en proportion  
du temps qu'ils ont passé au service  
des Français.  
Annuler tous les avantages en nature.

### Doléances.

Supprimer la C.S.G. aux petites retraites

Ne pas imposer la taxe carbone.

Aider les communes en difficulté

Monsieur le Maire a installé une superbe maison de santé depuis  
2016, il n'y a toujours pas de médecin.....?

Le président Macron dit: remettre l'impôt sur la fortune ne réglerait  
pas la situation sur le pouvoir d'achat? cela dépend où il serait  
décidé où distribuer cet argent.

Une bonne initiative: pour soulager les travailleurs et diminuer le  
chômage, le gouvernement pourrait taxer tous les robots et les  
machines qui diminuent le travail considérablement.



## **R I C janvier 2019**

**1** Tout(e) élu(e) par le peuple, du Maire au Président qui ne respecte pas le résultat d'un référendum doit être démis de ces fonctions par la suite ,avec sanctions sévères et sans aucune rémunérations et privilège quelque soit, (doit être REVOCATOIRE ) EX;le non respect du référendum d'entrée dans l'Europe par Sarkozy !!!!

**2** Tout(e) Élu(e) , Ministre , Secrétaire d'État ,toutes personnes « satellisant » autour d'un élu , ou d'un désigné par celui-ci doit être mis a la connaissance des citoyens !!! ils doivent être « blanc » judiciairement, fiscalement etc....a tout manquement , la personne incriminée ,ainsi que celui qui l'a embauché ,encours des sanctions importantes , sans rémunérations et privilèges.....etc .(Cahuzac)

**3** Revoir a la baisse de toutes rémunérations et privilèges , coût de fonctionnement de l'Élysée , des Ministres , ministère ...

**3( a)** Aucun « très haut fonctionnaire » ne doit avoir une rémunération , et avantages supérieur ou égal a celui du Président .

**4** L'obligation a tout(e) élu(e) ou désigné(e) a un poste a plein temps, du non CUMUL de MANDATS ; mandat (s) + retraite (s) de fonctionnaires ou non, d' emploi privé !!(ex J. Toubon ) ;A L'EXEPTION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX « emploi privé + mandat)

**4 (a)** le départ a la retraite doit être égal a tout citoyen , du privé ,fonctionnaires , assimilés , territoriaux, politiques ; de son calcul et du nombre de trimestres , aucun avantages .

....

**5** Tout fonctionnaire touchant une retraite ,( y compris l'armée ,police ,S N C F ,E D F etc.....) , ne peut prétendre un emploi dans le privé !! mais peut être dirigé dans une autre fonction .

**6** Tout fonctionnaire , élu (e) , désigné (e) atteignant l'age l'égal de la retraite devra être remercié .

**7** Toutes ces personnes citées au dessus ,(en 2) ,doivent OBLIGATOIREMENT a leur embauche et a la fin de leur mandature faire une « déclaration sur l'honneur et justifications »de leur PATRIMOINE et sera vérifié !!!!

**8** Après 5 années de la fin de sa mandature l'élu (e) ne touchera plus aucun (e) indemnité, privilège ....etc.... et redeviens un (e) citoyen (e) ordinaire.

**9** La création d'une chaîne télévisée ( ELYSEENE) qui suivra le PRESIDENT dans toutes ces fonctions, déplacements , retransmettant en direct et en rediffusion tout débats , réunions , rencontres , décisions , traités ,..... interne a la France, et a l'étranger !!!Tout ces actes et faits doivent être connus de ces Citoyens !!!!rien ne doit être décidé dans la méconnaissance des citoyens .

**10** Toute décision importante , hors programme de l'élu (e), concernant les citoyens ,ceci doivent être tenu a leurs connaissance, et doit faire l'objet d'un référendum. EX; les immigrants , les traités entre pays....etc..nucléaire..e t c .. !!!!

**\_11 L' interdiction a l'état de vendre , de négocier , de mettre en gérance a des sociétés privées ou pas ,étrangères ou pas tout ouvrages et sur le sol Français , payés par les Français; ( ex ; vignobles , mines , forages divers châteaux féodaux ,autoroutes aéroports , gares ,ports maritimes , propriétés agricoles ...etc....).**

**\_12 L'OBLIGATION au Président de la République de prendre des fortes mesure et massivement,afin d'éradiquer toutes fraudes monétaire ,( ex ;a la carte vitale ,au fisc ..... , ) ainsi la création d'un organisme indépendant de la S S constitué de citoyens chargé de contrôler , de vérifier la véracité ,et d'accorder tout justificatifs de demande aux différentes » caisses «( maladie retraites ,invalidité , C A F pensions diverses....e t c )de tout individus , et doit être tenu de rendre des comptes publiquement ; sur les moyens mis en place , sur les résultats donc les sommes récupérées, les poursuites de ses délinquants ; sanctions , expulsions ,saisies.....**

**\_13 Tout fraudeur du Fisc avéré ce verra retiré a vie , a lui, et a sa (ces) société (s) , toutes aides de l'état , primes ...etc et continuera a être prélevé des taxes courantes obligatoires.**

**\_14 Idem , pour tout fraudeur avéré a la carte- vitale aux différentes caisses de la S S ce verra retiré a vie, a lui , a ces bénéficiaires , sa (ces ) société (s) toutes aides provenant des différentes caisses !! de la S S , C A F , Retraites, invalidité , pensions .....etc mais continuera a être prélever des cotisations obligatoires.**

**\_14 (a)L'attribution des marchés publics ; privilégier la préférence locale voir nationale.**

**\_15 Le vote du référendum doit être OBLIGATOIRE !!!!**

**\_16 Le vote d'une élection d'un(e) élu(e) doit être OBLIGATOIRE !!!**

**\_17 Le « vote blanc » doit être OBLIGATOIREMENT pris en compte.**

**\_17 (a) Lors d'une élection, le prétendant a la Présidence doit faire au minimum ,51% .**

**\_18 Une plus grande proportion de représentants ,dans les EMISSICLES issue des citoyens(es) ouvriers(es) a définir le % minimum.**

**\_19 Revoir a la baisse tout leurs « privilège « quel qu'ils soient ».**

**\_20 Revoir a la baisse le coût de fonctionnement des institutions et autres ( masse salariale, privilèges .....)**

**\_21 Revoir a une baisse importante des revenus des hauts et très hauts fonctionnaires , salaires et retraites ,avantages ....etc ...**

**\_22 Le gouvernement n'a pas a imposer »L'ORDRE DU JOUR « a l'Assemblée Nationale .**

**\_23 L'OBLIGATION de PRESENCE dans les EMISSICLES a leur poste, par eux -même ou un suppléant !!! En cas d' absence non justifiée la REVOCATION doit ère appliquée et sans aucune rémunérations, privilège quelque soit !!**

**\_24 L'interdiction de la présence a tout « lobbyiste » dans les EMISSICLES,**

**\_25 L'interdiction a tout « lobbyiste » de contacter , d'influencer d'une façon ou d'une autre, TOUT ELUS, sous peine de sanctions très importantes .**

**\_26 Le retour de l' I S F monétaire .**

**\_27 tout salaires , pensions retraites ,(tout revenus a tout citoyens) ne doit pas être inférieur au coût de la vie.**

**\_28 Limiter les revenus et retraites des grands dirigeants ,des actionnaires même étrangers !!!!!!!!!**

**\_29 L' interdiction a tout dirigeants du public et privé « de tout bonus de retraite » ;retraites « chapeaux »**

**\_30 Réquisitionner toutes usines en état de fonctionnement, dont leurs dirigeants veulent quitter le sol Français , et le remboursement de toutes AIDES FINANCIERES de L'ETAT, même rétroactivement .**

**\_31 L' EUROPE !!!!**

**\_ Avant son entrée ,la France ce protégé par des frontières!!!depuis , l'on n'est plus protégé !!! frontières d'état , maritimes , ferroviaires .....accostage ,débarquement illégal ,marchandises non conformes a la législation en vigueur , travailleurs immigrés !!!!!!!!!!! etc.....puisque l »Europe ne le fait pas !!!re- faisons les nous même !!!!!!**

**\_32 Quant on va dans des pays lointains nous avons parfois l'obligation de certaines vaccinations!!!!;toutes personnes immigrantes non vaccinées provenant de ces pays doivent être refoulées !**

**\_33 Revoir a l'annulation de tous accords entre différents pays comme celui ,dernièrement, de Marrakech , on n'a pas été informé ,ni n'avons donné notre avis ,comme, de donner d'office a des étrangers ,de plus retraités » aisés « chez eux , la C M U ,de la RETRAITE (et autre avantages )( gratuité d'opérations lourdes),etc. , alors que s'est les travailleurs citoyens Français qui ont cotisés ., et que l'on est remboursé de moins a moins par la S S et prennent la place dans les listes d'attentes d'opérations hospitalières importantes au détriment des citoyens payeurs !!!**

**\_34 De favoriser la vente d'habitations privées aux Français , l'installation d'étrangers dans nos villages doit être réglementée , limitée en nombre , et mettre une surveillance des prix de vente des habitations , que nous , nos enfants , doivent être FAVORISES et PRIORITAIRE a l'acquisition de ses habitations !!!!! Nous ne sommes pas compétitifs !! nous Français de souche !!! ou faut -il aller pour ce loger !!!!! nos moyens financiers sont disproportionnés , il est impensable que nous Méditerranéens l devons laisser notre place au soleil a des étrangers , nordiques , en général froids d'esprit !!!!!**

**En espérant que cela ne se perde pas en route!!!en apportant la preuve !!! et que cela serve a faire avancer les droits et devoirs des citoyens Français !!!!!**

**-LA LISTE N EST PAS EXOCIVE !!!!!!!!!**

### Doléances :

- L'injustice fiscale est inacceptable. Il faut mettre fin aux salaires mirobolants et à la fraude fiscale.

- L'enrichissement des grandes entreprises, des lobbys, des actionnaires, sur le dos des citoyens, est scandaleux.

- La négligence de l'Etat, en matière d'environnement, est répréhensible : il n'y a pas de réelle volonté politique de développer, voire d'imposer, les énergies non polluantes, d'interdire les pesticides etc.

- Tenter de faire croire que les plus pauvres sont responsables de l'impossibilité d'engager de profondes réformes écologiques est une mascarade qui ne trompe personne car :

### Mesures à mettre en place :

- La justice écologique et la justice fiscale doivent aller de pair.

- Priorités environnementales : favoriser l'agriculture biologique (aides à ce mode de culture) / favoriser le développement des énergies renouvelables à taille humaine (non aux immenses parcs éoliens par ex.) / Protéger les océans en interdisant la pêche électrique par ex. mais aussi en limitant le déplacement d'énormes bateaux (pêche et tourisme) / Ne plus fabriquer de voitures à énergie polluante / Favoriser les transports collectifs = rétablir les petites lignes de train par ex. / Favoriser l'isolation de toutes les habitations

- Enfin, l'engagement écologique doit être suppléé partout, oui, mais au préalable de ses revenus.

### Doléances :

- Contre la hausse des taxes

- remettre l'impôt sur l'ISF.

- aucune retraite en dessous du SMIC.

- Supprimer le plafond du remboursement pour les soins dentaires ainsi que pour les lunettes.

- mieux contrôler les dépassements médicaux et qu'ils soient remboursés par les organismes de santé

- ne plus supprimer de poste dans le médical

### Mesures à mettre en place :

Trouver une solution pour mettre en place des médecins dans les campagnes

## Doléances Requête

Supprimer la C.S;G aux petites retraites,  
aider les communes en difficultés.

Monsieur le Maire a installé une superbe  
maison de santé depuis 2.016 mais il n'y a  
toujours pas de médecin.....?

Le président Macron dit remettre l'impôt  
sur la fortune ne réglerait pas la situation  
pour le pouvoir d'achat ? cela dépend où  
il serait décidé à qui distribuer cet argent.

Une bonne initiative: pour soulager les

### Doléances :

- Élargir les diminutions sur les  
petits retraités
- Arrêt augmentato de taxes
- Rationaliser le travail
- Vote blanc à comptabiliser.

### Mesures à mettre en place :

- Franchise à retenir pour les actes médicaux  
pour tous (Aujourd'hui les cmv ne payent pas)
- Indemnités et avantages sur les retraités  
de ministres et députés à diminuer
- Égalité salariale entre homme et femme
- Plafond indemnités chômage après X mois  
(C'est pas entretenir les gens à rien faire)

## CAHIER DE DOLEANCES / REVENDICATIONS

### VIE QUOTIDIENNE

- Hausse du SMIC (1500 euros). Un travailleur doit pouvoir vivre décemment.
- Aucune retraite inférieure à 1000 euros net/mois.
- Encadrement des salaires : minimum 1500 euros, maximum 15 000 euros brut ( ce qui donne déjà un écart de 1 à 10...)
  - Réelle égalité des salaires femmes/hommes à poste égal.
  - Intensification des moyens pour la lutte contre les violences faites aux femmes.
  - Plus de moyens et d'ambition pour la transition écologique.
  - Développement des énergies renouvelables.
  - Suppression des parachutes dorés

### FISCALITE

- Rétablissement de l'ISF.
- Suppression de la hausse de la CSG.
- Baisse des taxes sur les produits de base.
- Maintien des reversions.
- Traque et sévérité accrues dans la chasse à la fraude fiscale.

### FONCTIONNEMENT DE L'ETAT

- Réduction du nombre des parlementaires.
- Réduction drastique du train de vie de l'Etat ( Président, Ministres...)
- Réduction significative et contrôle accru des salaires, primes et avantages multiples des parlementaires et hauts fonctionnaires.
- Pas plus de 2 mandats cumulés.
- Calcul des retraites des parlementaires, ministres, fonctionnaires identique à celui des travailleurs : au pro rata du temps réellement effectué.
- Suppression des avantages liés aux anciens Présidents.
- Suppression du budget alloué à la femme du Président.
- Moralisation de la vie publique : un élu ou un fonctionnaire de la République doit être irréprochable. Tout élu mis en examen doit démissionner et ne peut se représenter.
- Obligation de présence minimum (75% du temps) des parlementaires dans les assemblées. Contrôle par pointage.

Toutes ces économies rendraient nos élus solidaires des efforts qu'ils nous imposent.

Doléances :

Mr le Président j'espère que vous tiendrez compte que nous sommes des français et qu'il faut que vous regardiez les choses avec plus attention. nous prenons de l'argent sur les plus pauvres c'est inacceptable vous ne vivez pas avec 1000€ par mois donc merci de nous faire payer pour l'état qui dépense -

Mesures à mettre en place :

Doléances :

- 1) Taxe d'habitation
- 2) collectivités publiques
- 3) transition écologique
- 4) déviance

Mesures à mettre en place :

- 1) taxe d'habitation à supprimer pour les non-résidents
- 2) formation professionnelle pour chômeurs mieux ciblée
- 3) crédit d'impôts à étendre aux résidents étrangers
- 4) limiter l'immigration aux emplois non pourvus

### Doléances :

- TROP DE GASPILLAGES DE L'ARGENT PUBLIC
- LE RECOURSEMENT DES REGIONES PRESENTÉ COMME UNE ÉCONOMIE N'EN EST PAS UNE
- SONT JUSTES LORSQUE VOUS ATRIBUEZ DES AIDES FISCALES AUX INDIENS ET REFUGIÉS, PAR RAPPORT À CE QUE VOUS VERSEZ AUX PÉTRITIÉS ET AUX ACTIFS EN DIFFICULTÉ
- NÈRE QUE L'ÉCOLOGIE N'EST JAMAIS PRIORITAIRE

### Mesures à mettre en place :

- PÉDEFIER LES PRIORITÉS DONT L'ÉCOLOGIE
- FACILITER LES DÉPLACEMENTS GÉNÉRAUX (TRAIN) - BUS ... etc)
- FACILITER LES CIRCUITS COURTS
- INVESTIR EN COMPÉTENCE (OUI ET EN FINANCÉ) DANS VOUS ÉGLES AVEC OBJECTIF: ÉDUCATION / RESPECT / SAVOIR VERTS DE RÉTIERES COHÉRENTS

### Doléances :

- manque d'efficacité dans la prise en compte écologique et l'urgence à mettre en place des actions pour les générations futures (d'hygiène etc, III des usés polluants -- gestion des forêts -- protection abeilles, vers de terre, oiseaux)
- taxation sur les héritages
- déserts médicaux et la nécessité de réauter des professionnels de santé étrangers avec un niveau d'études supérieur
- lourdeur administrative française

### Mesures à mettre en place :

- information sur les gestes écologiques (couches urbaines ...)
- moins d'obligations et de normes
- arrêt de fermeture des petits lignes SNCF
- obligation de nettoyer les rivières pour éviter les embâcles
- contrôle de l'obsolescence programmée pour diminuer la surconsommation et la natalité



Mr le Président nombreux sont ceux qui comme moi ont dû penser à un moment que vous seriez celui qui pourrait être capable de balayer les habituelles certitudes de nos politiques. Et bien non, il en est rien, votre inexpérience et celle de votre majorité LREM mène aux mêmes maux dont souffre notre Pays.

Vos décisions fiscales et sociales provoquent l'émergence d'un courant citoyen qui demande de profondes réformes institutionnelles. **Inspirer vous** de ces propositions pour que la paix sociale règne dans notre pays. Vous devriez porter le Smic à 1.300 €, et rétablir l'ISF, le système de sécurité sociale doit être le même pour tous, la retraite par répartition doit demeurer solidaire donc socialisée et portée à 1.200 €. Les salaires, les retraites, les allocations doivent être indexés à l'inflation, et la CSG minimale pour les retraités et mettre mis fin à la hausse des taxes sur le carburant,

En ce qui concerne l'emploi et sa sécurité il faut augmenter le nombre de CDI, tout comme la création d'emplois pour les chômeurs, il serait bon aussi d'apporter à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée plus de moyens conséquents

Parlons de l'argent gagné par les péages autoroutiers qui devrait servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à leur sécurité. Les entreprises d'électricité et gaz qui ont subi une privatisation doivent redevenir publiques

En matière d'écologie par exemple le rétablissement du transport de marchandises par la voie ferrée au détriment du camionnage qui génère de la pollution serait une bonne idée, ou de taxer le fuel maritime et le kérosène tout comme de mettre fin à la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités

Pour terminer je tiens à dire aussi que le mandat du Président de la République devrait être porté à 7 ans, le référendum d'initiative citoyenne doit entrer dans la Constitution ou la changer.

La liste n'est exhaustive, si les mesures qui sont citées étaient appliquées, la paix sociale règnerait à nouveau en France. ....Mr le Président

Doléances :

- Réindexé les retraites avec l'inflation -
- Rétabli ISF
- Suppression de CSG pour les retraités
- Salaire minimum de 1500€
- 6<sup>e</sup> république
- Un minimum pour les retraites de 1000 €
- Un seul mandat pour nos élus
- Suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde

Mesures à mettre en place :

Et en final de cette concertation un référendum sur les thèmes qui en ressortent -

**Mr le Maire, je vous remercie d'adresser officiellement cette doléance aux services compétents du gouvernement**

Nom et Prénom (facultatif):

Adresse (facultatif) :

Mail (facultatif) :

**Doléances :**

Salaires ne permettant pas au salarié de subvenir à ces besoins : nourriture, habillement, hygiène, logement décent avec eau, électricité, chauffage !!! on ne parle pas de culture ni de loisir.....Les salaires ne permettent plus de financer le minimum vital !

**Mesure à mettre en place :**

Cette année, 57 milliards de dividendes ont été distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 cela représente 12% d'augmentation sur 1 an !!! et cela dure depuis des années !!!

**REDISTRIBUEZ LES RICHESSES PRODUITES PAR TOUS LES SALARIES**

- Fin du CICE qui ruine les finances publiques sans trouver le remède au chômage.
- Augmentation du SMIC à 1500€ net ; avec répercussion dégressive sur la chaîne des salaires jusqu'à 4000€ net
- Baisser les salaires des dirigeants avec un maximum de 20 fois le SMIC :  $1500 \times 20 = 30000€$  /mois **ça suffit !** si ils veulent +, ils augmentent le salaire minimum. **Maxi et mini doivent être indissociables.**
- Pour aider les TPE et les PME **qui ne pourrait pas assumer** cette augmentation : établissement d'un impôt sur les entreprises basé sur le ratio Chiffre d'affaire/Masse salariale afin que soit redistribués les énormes gains de productivité acquis grâce au numérique et à la robotique.

**CE SONT LES VALEURS MINIMUM D'UNE ENTREPRISE CITOYENNE :**

- Créer dans la DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME un volet : DEVOIRS CITOYENS D'UNE ENTREPRISE traitant entre autres :

- de la gestion des salaires minimum et maximum.
- des conditions minimum de licenciement avec les devoirs de formation et de reclassement des salariés.
- du financement des centres d'hébergement des personnes sans domicile ni travail qu'elles abandonnent pour s'implanter dans des pays où elles exploitent la misère.
- obligation de recherche de solutions avec les partenaires sociaux, le gouvernement et les salariés (référendum) pour accompagner les évolutions technologiques (réduction du temps de travail, redistribution des plages horaires....)

Cela rétablira la balance, elles assumeront les dégâts sociaux dont elles sont responsables et n'auront plus intérêt à déshabiller les pays développés pour habiller les pays en voie de développement. Elles devront assumer les investissements nécessaires à leurs implantations et non pas les faire payer aux salariés.

**C'est la seule réponse face à l'OMC et leurs tribunaux qui imposent à tous leur loi du marché au mépris de la démocratie et de la citoyenneté....**

- ABANDON COMPLET DU FINANCEMENT DE « L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT » PAR DES TAXES OU IMPÔTS PRELEVÉS SUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION IMPOSABLE.

Ou vous avez l'honnêteté de dire que la proposition de revenu universel de Mr Hamon lors des présidentielles n'était pas si loufoque !!!

219 2022

**Mr le Maire, je vous remercie d'adresser officiellement cette doléance aux services compétents du gouvernement**

Nom et Prénom (facultatif):

Adresse (facultatif) :

Mail (facultatif) :

**Doléances :**

Pour favoriser les lobbies des transporteurs routiers et des autoroutes vous avez par votre action, (loi Macron1) transféré des centaines de tonnes de marchandises du fer sur la route.

Vous avez permis le transport des voyageurs en autocars sur longues distances ( loi Macron2) au mépris de leur sécurité, alors qu'il était interdit.

Vous avez favorisé la route (secteurs privés avec distribution de dividendes et exploitation sociale honteuse) au détriment du **transport ferroviaire** (secteur public sans dividendes, socialement développé) alors qu'il est **le seul moyen de transport non polluant**.

Vous augmentez le prix du diesel à la pompe pour les particuliers sous prétexte de pollution.

**LES AUTOCARS ET LES CAMIONS TOUJOURS PLUS NOMBREUX NE SONT PAS ASSUJETTIS A LA TAXE ; ILS NE POLLUENT PAS ?**

**Mesure à mettre en place :**

Développement du transport ferroviaire sur longue distance tant pour les marchandises que pour les voyageurs.

**Arrêt immédiat de la privatisation de la SNCF, (c'est maintenant qu'elle est rentable et présente des bilans positifs depuis plusieurs années.) Maintien de son statut d'entreprise publique.**

**SON ACTION ET SES MISSIONS PRESERVE L'INTERÊT GENERAL .**

Remise en état et développement du réseau ferroviaire courtes et moyennes distances qui réduira la pollution et désenclavera bon nombre de territoires qui meurent par manque de communication.

Mise en place d'une tarification sociale qui permette à tous d'emprunter ce moyen de transport en priorité. A terme, seules les liaisons techniquement non pertinentes subsisteront en desserte routière, tant pour les marchandises que pour les voyageurs et nous respirerons beaucoup mieux.

**La voiture électrique ne peut se développer que sur de courtes distances, un jour peut-être moyennes...**

**Quand elle sera équipée de batteries propres, (là encore ! une affaire de coût !)  
elle sera le complément idéal des dessertes ferroviaires.**

De même le développement des énergies renouvelables pour remplacer les énergies fossiles nécessitent des recherches et des études que le secteur privé ne développera pas tant qu'elles ne représenteront qu'un coût, il faudra donc que l'état assume en dernier ressort les coûts, IL EST DONC PERTINENT DE REVENIR A UN SECTEUR PUBLIC DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE C'EST EGALEMENT DANS L'INTERÊT GENERAL QUE CES ENERGIES DOIVENT ÊTRE DEVELOPPEES ET ACCESSIBLES A TOUS.

**NOUS VOULONS VOIR LA FIN DE LA COLLECTIVISATION DES COÛTS ET DE LA PRIVATISATION DES GAINS COMME C'EST LE CAS ENTRE AUTRE, POUR LES AUTOROUTES.**

2019-0021

**Mr le Maire, je vous remercie d'adresser officiellement cette doléance aux services compétents du gouvernement**

Nom et Prénom (facultatif):

Adresse (facultatif) :

Mail (facultatif) :

**Doléances :**

Au niveau des institutions, le gouvernement et bon nombre de députés et sénateurs ont oubliés la signification du mot :

REPRESENTANT

Ils ne représentent plus que leurs intérêts, dans le sens le plus large....

L'ARGENT, LES AFFAIRES, IMPOSENT LEUR LOI !!

**Mesure à mettre en place :**

Les élus nationaux doivent respecter le contrat social qui nous unis.

Pour cela, le peuple doit posséder les moyens d'intervenir sur toutes les décisions y compris économiques. Le vote, avec un blanc seing tous les 5 ans, ne peut plus durer.

C'est l'heure de la 6ème république : réunion d'une assemblée constituante avec mission de redonner le pouvoir au peuple.

Au terme du processus elle devra rendre le projet final qui ne pourra être validé que par référendum.

Tout au long du processus, rendu régulier des travaux, validations intermédiaires par le peuple et mise en lumière des points difficiles avec consultation du peuple pour régler les sujets.

Elle ne pourra être modifiée que par référendum

**Mr le Maire, je vous remercie d'adresser officiellement cette doléance aux services compétents du gouvernement**

Nom et Prénom (facultatif):

Adresse (facultatif) :

Mail (facultatif) :

**Doléances :**

L'état bafoue depuis des années les 1<sup>ers</sup> principes de la république : « EGALITE » et « FRATERNITE »  
Les territoires sont laissés pour compte au profit des grosses zones urbaines où il ne fait pas bon vivre.  
L'humain n'est pas fait pour vivre entassé dans de grands complexes immobiliers même hyper équipés.  
Vous économisez en aménagement du territoire mais le mal être engendre des coûts que vous préférez qualifier de vandalisme ou d'incivilité.

L'humain a besoin d'espace et de communion avec la nature.

Les milieux urbains offrent tout sauf cela !

**Mesure à mettre en place :**

Cessez de déshabiller les territoires, vous organisez à dessein, leur désertification ! Même les distributeurs de billets viennent à manquer pourtant leur coût est minime, mais c'est encore trop !

- Développement des communications des territoires isolés, afin de développer un maillage industriel et commercial.

- Retour des services publics et des services de santé de proximité.

La baisse du numérus clausus est responsable de la pénurie de médecins, la revalorisation faite récemment ne suffit pas. La France n'est plus capable de former ses propres médecins ! elle débauche ceux formés entre autre en Roumanie ou Tunisie ; ces pays qui ont fait l'effort de formation que nous n'avons pas fait n'en ont pas besoin ?! Nous avons le meilleur système de santé au monde ! vous avez tout détruit !!

Idem pour tous les services publics, pour obéir aux directives européennes vous les avez tous discrédités et sacrifiés sur l'autel du libéralisme. Le résultat aujourd'hui : Les citoyens de ces territoires sont obligés de se déplacer en voiture pour la moindre démarche, pour leur santé, pour leurs courses... Leur budget voiture s'en est trouvé démultiplié et vous ne trouvez rien de mieux que de taxer l'essence ; tout en bloquant les salaires et les pensions !!

Le prétexte d'écologie ne tient pas, la multiplication de leurs déplacements est le fruit de vos décisions !!

**VOYEZ COMME LA COHERENCE DE VOS DECISIONS DANS LE BUT QUE VOUS POURSUIVEZ DEVIENT INCOHERENCE DANS LE QUOTIDIEN DES CITOYENS DE CES TERRITOIRES**

(Et je ne parle pas de ceux qui ne peuvent pas, ou plus, posséder une voiture.)

**OUI A L'EUROPE,**

**MAIS PAS CELLE QUE VOUS DEFENDEZ ! SOUS CETTE FORME MIEUX VAUT QU'ELLE N'EXISTE PAS !**

Nous savons que vous ne tiendrez pas compte de ces doléances, toute votre action va à l'encontre de ce que nous vous demandons, il faudrait remettre en cause les traités et décisions européennes qui ont engendré le chômage, la pauvreté, la désindustrialisation de notre pays au profit de l'Allemagne et toutes les conséquences qui en découlent sur nos territoires.

**CROYEZ BIEN QUE NOUS EN SOMMES DESOLES, MAIS SANS CELA, NOTRE COLERE NE POURRA PAS S'APPAISER,**

**VOS INTIMIDATIONS NE FERONT, PEUT-ÊTRE, QUE RETARDER L'INEVITABLE DENOUEMENT....**

2019-0015

### Doléances :

Premier fiscal trop empalante pour les classes moyennes -

Mesures à mettre en place : Suppression taxe d'habitation pour trois et en même temps .

### Doléances Réquise

Pouvoir d'Achat de retraité dit "Classe Moyenne"  
Pensions au 12 ans + 2,6%  
Eaux TTC + 38% , mutuelle + 208% )  
Taxe habitation + 26,4% , Taxe Foncière + 48,6%  
Impôts Revenus + 22,9%

### Mesures à mettre en place Réquise

Que l'état fasse des économies.  
50% députés en moins , 50% de ministre en moins  
50% Sénateurs ——— ( comme l'Allemagne )  
Tous les anciens Présidents - 1<sup>er</sup> Ministre - Sénateurs - députés  
deviennent de simples citoyens !!!  
Bien d'autres idées à vous suggérer -

Doléances :

- Travail de 14 ans à 50 ans
- retraite à 50 ans
- salaire minimum à 3000€ / mois net
- obligatoire école formations apprentissages
- den radars dans les villes et villages
- supprimer les radars routiers sur les lignes droites
- stop au haut
- stop aux travaux public
- supprimer les colonies outre mer
- supprimer les ambassades et ambassadeurs

Mesures à mettre en place :

supprimer : la CSG, l'ATVA, la Taxe foncière, d'habitation, l'ISF, l'eco Taxe, les finances publiques

supprimer : les helix municipal, cantonal, d'aglo, régional, le président, le gouvernement, les députés Européen et les aides, la police et les SRS.

supprimer : les migrants et le rapprochement familial, la double nationalité et permis de travail.

Doléances :

- bloquer ou réduire tous les prix de 50%, retour aux valeurs du Franc.
- aide aux handicapés
- stop aux investissements nationaux et publiques.
- interdiction de pratiquer les religions et les sectes fermer les mosquées et églises
- supprimer l'eco-taxe

Mesures à mettre en place :

Le carburant pour les voitures et le chauffage à 50 cent le litre (3€50)

supprimer les secrétaire d'état

parkings gratuits, Autoroutes gratuites

vente du patrimoine national musées, châteaux...

retour du Franc

Bonjour

Doléances Réquise Il y avait une revendication qui me semblait juste au départ (taxe sur le carburant) - Il y a aussi un certain ras le bol de discours moralisateur et de culpabilisation (les lobbies écologistes deviennent totalitaires = on pourrait rouler à la vapeur d'eau depuis longtemps) - On nous oblige ce fameux vaccin de... toujours pour notre soi disant bien être de la planète - Cependant, je ne peux absolument pas me retrouver derrière ces Billets Saennois, surtout ceux de cette région = Je n'ai pas vu des citoyens sur 2 se mobiliser mais une sorte de mente saennage =

26/12/2018 à 10:25

Aude :: Consultation d'initiative citoyenne

<http://www.sallelesdaude.fr/fr/vie-municipale/actualites/consultation...>

on vous oblige à signer des pétitions, vous passez "à la tête du client", on lynche des gens (jeune tribasse au rond-point de Narbonne - Cousan car il a un joli coupe sport) - Le régime de la Terreur serait-il de retour dans cette région? Région de non droit? Aucune conscience des conséquences de leurs actes - Violence en œuvre - Résultat de 40 années d'assimilation et d'apartheid = entocolaire, éducation <sup>des villages</sup> jaloux - envieux devraient peut-être quitter leur village au lieu d'attendre leur RSA et aller là où il y a du travail (ce que mes grands parents et moi-même avons fait) Ils devraient également stopper les 100 chaînes de TV, d'insultes et aller voter.

Mesures à mettre en place Réquise

- 1) Mettre une vraie proportionnelle aux élections - Ciel y aurait de refoulement et de haine - Le peuple serait écouté = ça s'appelle la démocratie.
- 2) Etablir un "certificat" de citoyenneté pour pouvoir aller voter ou remettre des cours d'initiation civique à l'école (devoir comme fonctionnaire en pays et les institutions, à quoi servent les impôts etc...).
- 3) Responsabiliser les individus (les prestations sociales devraient être considérées comme un revenu et donc assujetties à l'impôt).
- 4) L'ignorance est source de haine et active les théories du complot → refuser le négationnisme historique par l'enseignement (Des jeunes de 30 ans proclament que les chambres à gaz n'ont jamais existé - Ça promet)

Soumettre mes propositions

Je vous remercie de votre attention.  
Bien cordialement.



### Doléances

Baisse significative du pouvoir d'achat  
Essence hors de prix  
Se chauffer devient un luxe  
Matracage fiscal

Je paie 1/3 de mon salaire de 1700euros en taxes diverses Je paie 1/3 pour avoir un toit Il me reste 1/3 pour me déplacer pour aller travailler (120€), manger (100€,oui je mange que des pâtes), payer ma mutuelle (50€), payer l'edf (130€), payer l'eau (30€), payer internet (40€), payer l'abonnement téléphonique (20€), payer l'entretien de la voiture (50€) etc...

Comment le gouvernement peut se regarder dans le miroir le matin avec un exemple classique comme ça ? Et heureusement je ne suis pas au smic, j'ai un salaire "confortable"

### Mesures à mettre en place

Priorité : référendum d'initiative citoyenne et carburant fixe à 1€ le litre (ce qui est cher déjà)

### Secondaire :

Réduire l'impôt foncier

Supprimer la taxe d'habitation Immédiatement Réduire la tva sur les produit de 1ere nécessite Carburant avec une tva à 20% uniquement Réduire le prix de l'électricité Réduire le prix de l'eau Remettre l'isf Taxer normalement les entreprises comme amazon, total, carrefour, renault Dissoudre l'assemblée

### Doléances

Retour et mise en place immédiat de l'ISF

### Mesures à mettre en place

Pas de CSG pour les retraités . Remettre les transports intramuros gratuit à chaque commune (invalides,retraités,chomeurs ) Ne pas ajouter d'aides sociale qui sont déjà bien présente . Ne pas confondre aide et assistanat . Garder notre identité ,ne pas vendre le pays par intérêt commercial. On doit partager les erreurs mais on ne partage pas les bénéfices ???? . On est endetté ! mais à chaque pays visité on sort le chéquier !!!!! STOP! Etre plus vigilant sur l'octroi des aides , il y a de quoi faire pour NOS vieux. Droit à la médecine ( plus proche ) pour les plus éloignés . Le peuple ne se fait pas soigner gratuitement au Val de Grasse LUI !

### Doléances

Projet de loi afin de supprimer tous les avantages des élus du gouvernement et des gouvernements antérieurs. Un ancien ministre, sénateur ou député devrait être considéré comme simple citoyen lorsqu'il a cessé ses fonctions, et ne plus toucher de "rente" à vie.

### Mesures à mettre en place

projet de loi afin de supprimer tous les avantages des élus du gouvernement et des gouvernements antérieurs. Un ancien ministre, sénateur ou député devrait être considéré comme simple citoyen lorsqu'il a cessé ses fonctions, et ne plus toucher de "rente" à vie.

## Doléances

- 1- simplification réelle des procédures administratives en tout domaine;
- 2- simplification réelle des recherches observationnelles: la loi Jardé de Hollande (nov 2016) fait qu'il faut des mois de procédures administratives inutiles pour satisfaire des personnes qui le sont tout autant là où le problème était réglé avant 2016 en 15j (comité d'éthique local). La novlangue appelle cette régression "simplification administratives..."
- 3- Arrêter d'investir dans des audits stériles et perdre son temps dans des "réunion de travail", alors que simultanément on supprime des postes utiles (infirmières, enseignants...)
- 4- Le 80 km/h, avec augmentation concomitante du tarif des autoroutes est bien sûr une arnaque pour racketter plus d'argent aux contribuables.
- 5- certains prélèvements sont injustes ou prélevés plusieurs fois par foyer sans avantages
- 6- il vaut mieux des personnes payées à ne rien faire que payées pour empêcher les gens de travailler
- 7- Encadrement de l'état d'urgence pour éviter des comportements dignes de la gestapo ou des SS
- 8- préserver la laïcité, en grand danger
- 9- préservée la liberté de la presse et d'internet, en grand danger
- 10- depuis 11ans, les gouvernements successifs méprisent le peuple Français à tour de rôle (commencé avec le traité de Lisbonne sous Sarkozy)
- 11- Economiser sur les investissements administratifs stériles (sous-sous directeurs multiples, informatisation souvent inutiles creusant le déficit sans valeur ajoutée) pour investir dans des grands projets. La dilapidation de l'argent publique dans des systèmes stériles et sans envergure ne peut que détruire la compétitivité du pays dans un futur proche

## Mesures à mettre en place

- 1- le système administratif ne devrait pas demander de remplir 2 fois les mêmes papiers ou des papiers contenant les mêmes informations, sinon, qu'il le fasse lui-même. Interdire constitutionnellement le harcèlement administratif; de plus ça devrait être à l'administration d'assumer ses erreurs (suppose de la responsabilité...).
- 2- suppression de la loi Jardé qui décourage tout chercheur de poursuivre la recherche bénévole. Cela économiserait ainsi les frais d'assistant de recherche clinique payés pour remplir des papiers servant à satisfaire des personnes inutiles et improductives;
- 3- Arrêter d'investir dans des postes administratifs dont le but est de faire remplir des papiers et donner encore plus de travail à ceux qui en ont déjà suffisamment ("faire faire leur travail aux autres"); (en écologie, on appelle cela parasitisme).
- 4 - revenir à une limitation à 90 Km/h, gèle du tarif des autoroutes.
- 5- interdiction de faire des prélèvements sans bénéfices personnel direct en échange (interdiction des prélèvements assimilable à du parasitisme), mettre un seuil limite de prélèvement globaux à ne pas dépasser pour encourager le

travail (par exemple, rendre non constitutionnel une somme de prélèvements cumulés supérieur à 50% des recettes).

6- le revenu universel semble être le seul moyen humainement acceptable d'empêcher de nuire les emplois nuisibles (diverses commissions et structures administratives...). De plus la non réponse administrative doit être considérée comme une acceptation et non l'inverse (comme c'était le cas avant hollandaise)

7- pertinence dans les mesures sécuritaire et ne pas utiliser la "stratégie du choc" pour faire passer des mesures liberticides

8- formation aux principes laïque dans l'éducation nationale. Refus des violences et sexismes.

9- arrêter de se servir des média pour manipuler l'opinion publique (on peut rêver...), à défaut, enseigner dès le plus jeunes à penser par soi-même, à douter, en tirer profit des expériences en neurosciences pour comprendre les biais cognitifs (Milgram, Arsh, expérience de Stanford...)

10- inscrire dans la constitution le référendum d'initiative citoyenne afin de destituer un gouvernement qui ment à ses électeurs (personne n'a voté pour le 80Km/H, ni pour la hausse des taxes, ni pour la loi "travail", ni pour l'oppression administrative croissante depuis 10 ans...); c'est sans doute l'un des seul moyen de lutter contre les mensonges électoraux.

11- investir dans la recherche: alternative au nucléaire, médecine, transports non polluant, hydrogène à prix abordable, aérospatiale, ordinateurs quantiques...

En bref, arrêter de prendre des mesures qui font chier tout le monde (grâce au 49.3 entre autre...).

Doléances

Mise en place du RIC

Mesures à mettre en place

Le faire

Doléances

Quid des classes dites moyennes ? En payant tout au prix le plus fort : loyer, études des enfants, pas de prime de Noël, taxe d'habitation .....on gagne moins qu'un SMIC.

Mesures à mettre en place

Faire le calcul pour qu'au moins on puisse vivre

Doléances

Mettre en place un RIC (référendum d'initiative citoyenne) en toutes matières qui sera à inscrire dans la constitution.

Par la mise en place du RIC chaque citoyen est en mesure de choisir, modifier, proposer quelque chose. Le citoyen doit avoir droit de regard et de contrôle sur les différentes actions menées par le gouvernement .

Le processus de mise en place du RIC doit entraîner avec lui les collectivités locales pour sa mise en oeuvre auprès des citoyens.

Ne nous y trompons pas, la crise des Gilets jaunes va bien plus loin que les seules revendications sur le pouvoir d'achat et la hausse des taxes. Les citoyens ne veulent plus de ce système représentatif Français. Les Citoyens se rendent bien compte de la cassure entre les députés et sénateurs censés représenter les territoires mais votant les lois conformément aux choix de leurs groupes parlementaires.

Mesures à mettre en place

Un RIC toutes matières avec possibilité de participer à 4 initiatives:

-plan législatif

-plan abrogatoire

-plan révocatoire

-plan constituant

Associer les mairies à la mise en place des RIC pour sa mise en oeuvre et la récolte des résultats.

## Doléances

S'assurer de la probité des politiciens

### Mesures à mettre en place

Afin de renforcer le devoir d'exemplarité qui est attaché à tout mandat électif, nul ne devrait pouvoir candidater à une élection s'il a fait l'objet dans les cinq ans qui précèdent l'élection d'une condamnation pour un délit.

## Doléances

Urbanisme, petites et moyennes villes/villages Essayer de remédier à la mort des centres ville et à l'enlaidissement des entrées de ville Stopper l'urbanisation des villages hors des murs, la campagne doit-elle disparaître ?

Ecoeuvrée par la violence et la haine associées aux "gilets jaunes", avec leurs revendications contradictoires et leur façon de prendre la majorité de la population en otage

Etat lamentable des routes ds les villes et les villages

### Mesures à mettre en place

Je ne sais

mais j'ai voté pour nos élus, locaux, nationaux et européens qui devraient être capables de prendre les mesures nécessaires

## Doléances

Un RIC systématique pour les lois concernant directement le pouvoir d'achat et la transition énergétique La fin des privilèges pour les députés, sénateurs, ministres, etc. : plus d'argent non imposable, plus d'argent sans comptes à rendre, pas de "salaire" en cas d'absence à l'Assemblée ou au sénat.

La fin du cumul des mandats pour tous, notamment les maires/président de communauté de communes/président de la chasse...

La baisse du salaire des hommes politiques qui se gavent littéralement d'argent public et ne sont en complet décalage avec la réalité actuelle. Plus d'argent défiscalisé.

### Mesures à mettre en place

La création d'une 6e République avec une assemblée et un sénat comportant moins de membres.

Le retour à la démocratie avec référendums systématiques.

Casier vierge pour tous les politiques. C'est obligatoire pour adopter un enfant, mais pas pour diriger un pays, on croit rêver.

Un pouvoir exécutif à la cour des comptes pour qu'elle puisse faire appliquer des sanctions.

La dissolution du conseil constitutionnel et la fin des privilèges pour les anciens présidents de la République.

Le droit de manifester sans violences policières.

La justice pour tous. Prison ferme pour les hommes politiques ayant détourné de l'argent public (Cahuzac, Fillon, etc.).

La fin de l'optimisation fiscale pour les entreprises et les particuliers.

La fin du CICE et l'application de sanctions pour les entreprises qui ont utilisé cet argent pour engraisser les actionnaires.

Remise en place de l'ISF.

## Doléances

les référendums , pour quoi pour qui ??? à éviter ,trop dangereux

## Mesures à mettre en place

Pas de référendum SVP

## Doléances

1. A en croire les gouvernants et les nombreux prétendants, les réformes sont indispensables au bon fonctionnement voire à la survie de la société française. Admettons; mais pourquoi ces changements sont ils presque toujours pénalisants pour les citoyens?

Il est une réforme qui aurait un effet positif sur le pouvoir d'achat des français, c'est celle de la TVA.

2. Les députés devraient faire entendre la parole des citoyens au pouvoir exécutif, sans rien y changer y ajouter ou y retrancher

## Mesures à mettre en place

1.A titre d'exemple,

- annuler la TVA sur les produits alimentaires excepté les produits de luxe (caviar, foie gras...)

- baisser à 5,5% les produits qui sont à 10%

- baisser à 5,5 % l'électroménager de première nécessité (machines à laver, cuisinières...) 2.N'est il pas encore temps de "dépoussiérer" nos institutions?

3. Pour la forme des mesures (économiques ou politiques) aux gouvernants et politiques de faire leur boulot. Les citoyens les paient essentiellement pour cela

## Doléances

M. MACRON avait dit qu'il ne toucherait pas à l'âge de départ à la retraite, c'est peut être passé inaperçu, mais maintenant si on veut partir à 62 ans, on aura une retraite minorée, donc il faudra encore travailler jusqu'à 63 ans. et les jeunes sans emploi ???

ha oui c'est vrai, avec la population qui vieillit, il faut cotiser plus aux caisses de retraites

## Mesures à mettre en place

mais si on laissait le travail aux jeunes qui veulent bien traverser la rue on aurait pas besoin de leur verser des allocations chômage

les allocations chômages économisées ne peuvent-elles pas couvrir les retraites ????

#### Doléances

- Il y a de plus en plus d'inégalités sociales.
- Il y a trop de chômage, de contrats précaires.
- Les classes moyennes ont perdu du pouvoir d'achat et dans le même temps les plus riches ont augmenté leurs revenus considérablement.
- il faut redistribuer les richesses autrement.
- Nous n'avons plus confiance en la politique et il faut donner la parole aux citoyens.

#### Mesures à mettre en place

- Augmentation du smic et de tous les salaires allant jusqu'à 2500 euros net
- Baisse de la CSG pour tous les salariés et les retraités qui ont moins de 2000 euros par mois.
- Création d'emplois dans la fonction publique
- Création de logements sociaux
- Suppression des allocations familiales aux ménages qui gagnent plus de 4500 euros par mois
- Remettre l'ISF avec prélèvement à la source
- Création d'un impôt sur les revenus du capital
- Répercuter une taxe carbone pour toutes les importations des entreprises Françaises qui ont délocalisé leur production à l'étranger
- Baisser les taxes des entreprises Françaises qui créent des emplois en CDI et en France
- Baisse de la TVA à 18,60% sur l'électro ménager nécessaire (frigo, lave-linge, etc...)

#### Création de la 6ème république

- Modification de la constitution en établissant la proportionnelle à l'assemblée Nationale
- Création d'une assemblée Citoyenne
- Suppression de l'immunité diplomatique
- Un salaire de 10000 € pour tous les députés et les sénateurs, sur le modèle des pays Scandinaves. Pas d'autres avantages ou privilèges
- Pouvoir déchoir de la Nationalité Française et expulser, les ennemis de notre pays, et ceux qui mettent en danger nos populations

#### Doléances

diminuer de 30 pour cent les salaires de  
messieurs le président  
le premier ministre  
les ministres  
les sénateurs

augmenter le smig a 1500 euros

rétablir la peine de mort pour les terroristes

ne pas toucher au x retraites de tous ceux qui ont travaillés 45 heures par semaine depuis l'âge de 14 ou 16 ans.

#### Mesures à mettre en place

rétablir le port de la blouse a l'école grise pour les garçons vichy rose ou bleu pour les filles plus de personnel dans les maisons de retraites

#### Doléances

hausse de la CSG sur les petites retraites retraite de réversion

Les retraités sont des personnes actives dans le milieu associatif des villes mais également des villages et permettent ainsi de conserver diverses activités .

désert médical

Mesures à mettre en place

annulation augmentation de la CSG sur les retraites

conservation taux actuel de la retraite de réversion.

annulation taxes sur les carburants

#### Doléances

Mr LE MAIRE, ministre de l'économie ,propose une réduction des impôts par une meilleure gestion des dépenses. Soit, qu'il commence par admettre que son salaire doit diminuer ainsi que pour tous ceux qui sont nos élus. .A l'assemblée nationale comme au sénat. Que sa retraite doit aussi faire l'objet d'un ajustement..Réduction aussi des frais concernant tous nos anciens présidents.

Mesures à mettre en place

Une loi mettant un plafond de rémunération à ne pas dépasser pour nos députés ,sénateurs, ministres,secrétaires d'état etc.... Un équivalent à 4 à 5 fois le SMIC par exemple.

Taxer tous les avantages liés à leur fonction.

#### Doléances

non écoute du peuple

inégalité sociale de plus en plus marquée: il y a ceux qui n'ont rien mais qui sont aidés, ceux qui ont tout et ceux qui travaillent et qui payent pour les 2 autres catégories

Mesures à mettre en place

diminuer la TVA surtout pour alimentation interdiction de cumul des mandats des politiciens, sénateurs....leur enlever les avantages comme gardes du corps, chauffeurs , secrétaires payés par les impôts et autres diminution des charges pour artisans et indépendants donner 1 retraite convenable à tous ceux qui ont travaillé toute leur vie

### Doléances

Le citoyen français ne se sent plus écouté ni respecté dans sa vie au quotidien , les travailleurs comme les retraités en ont assez de subir des augmentations sans rien recevoir en retour sinon du mépris de ce président méprisant ; Selon ses dernières déclarations , il invite les français à soumettre des propositions , mais les français ne sont pas dupes , elles n'aboutiront à rien !

### Mesures à mettre en place

Revaloriser les retraites en fonction du coût de la vie Harmoniser le taux des impôts locaux et fonciers à l'échelon national, afin de maîtriser les dérives des élus régionaux.

### Rétablir l' ISF

Créer des structures où les séniors pourront vieillir tranquilles sans pour cela aller en EHPAD , trop onéreux pour des petites retraites .

Mettre en place la proportionnelle lors des élections législatives .

### Le vote obligatoire

recréer de l'emploi en France

### Doléances

.trop de députés payés et trop souvent absents à la chambre des députés les lois souvent votées à la minorité du fait de trop absentéisme . revoir l'immigration et stopper ce flux incessant qui nous coûte des millions d'euros tant en CMU que prise en charge financière gratuite au détriment de nos pauvres français, retraités et agriculteurs dans le besoin journalier .revoir et rétablir l'IMPOT SUR LA FORTUNE .supprimer la taxe d'habitation jusqu'à un seuil limite fixé entre 4 et 5.000 euros mensuels PAR EX.pour un couple et faire payer les plus riches qui s'en sortent toujours TRES BIEN par rapport à la classe moyenne dont nous faisons partis et qui croulent sous les taxes de toutes natures qui n'en finissent pas d'augmenter la classe moyenne est tirée vers le bas et rejoint maintenant les PLUS PAUVRES

### Mesures à mettre en place

mettre le R.I.C. en place et ainsi la "France laborieuse" pourra prendre des décisions avec les plus nantis qui font partis des parlementaires etc....

enlever la hausse de la CSG que tout bon retraité supporte actuellement sur ses retraites à partir d'un certain seuil supprimer totalement la taxe carbone .....



### Doléances

- salaire trop faible : plus d'argent dès le 15 du mois quand ce n'est pas le 10!
- subir des frais bancaires abusifs qui vous enfoncent encore plus
- trop de taxes! TVA trop lourde
- alimentation de plus en plus chère
- carburant, edf, gaz trop chers
- aucune vie mais survie, aucun loisirs accessibles, aucune vacances, aucun week-ends
- accès aux véhicules écologiques....inaccessible

### Mesures à mettre en place

- meilleures répartitions des richesses
- augmentation significative du taux horaire du SMIC soit 20%
- révision des minimas sociaux
- mise en place d'aide pour les femmes isolées à faible revenu
- diminution de la TVA sur l'alimentaire et produits de 1ère nécessité
- augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- plafonnement des frais bancaires
- suppression du CICE
- rétablissement de l'ISF
- diminution des salaires et des avantages des ministres et députés
- diminution du coût du train de vie présidentiel
- mise en place d'un dispositif pour inciter les patrons à embaucher des personnes sortant de formation suite à une reconversion professionnelle et donc sans expérience dans leur nouvelle branche
- revalorisation de l'allocation adulte handicapé
- indexation annuelle des retraites
- maintien de la réversion aux veuves à 54%
- mise en place d'un dispositif pour éviter l'évasion fiscale
- obligation aux grosses entreprises exploitant sur le sol français de payer les impôts
- mise en place dispositif pour éviter la délocalisation des grosses entreprises

### Doléances

Est t'il normal que les habitants du pays des droits de l'homme subissent au quotidien la pression d'un gouvernement qui défend la cause du plus riche ??

Les gueux, les sans dents ont en marre de payer payer et encore payer..

Est t'il normal qu'un travailleur à temps plein ou qu'un retraité soit obligé de se serrer la ceinture pour pouvoir manger une fois que ses factures mensuelles sont payées ??

### Mesures à mettre en place

Remettre ISF

Revaloriser les salaires et les pensions Mettre en place le RIC Refaire revenir les industries afin qu'il y ai du travail..

Baisser le salaires des ministres députés et président Revoir le montant versé aux anciens présidents.

Baisse des taxes carburants, énergie etc Arrêter de taxer encore et encore les retraites et arrêter d'aider autant les assistés..

Revoir le système éducatif

Revoir totalement le monde des EHPAD.. un prisonnier est mieux traité d'une personne âgée..

## Doléances

Arrêter de faire penser que le bonheur : "c'est travailler plus pour gagner plus".

Plus de justice sociale, plus de démocratie participative, partage des richesses plus équitable.

Mettre fin à cette société ultra libérale, au pillage des ressources naturelles de la Terre, moins de consommation, accès à une société de l'épanouissement et du bien-être.

Supprimer l'influence des lobbys financiers et pollueurs.

## Mesures à mettre en place

Salaire à la personne de 1500 euros par mois de 18 ans à la fin de la vie reconnaissant ainsi la valeur économique de chaque individu.

Création d'une sixième république, fin du régime présidentiel, mise en place d'une assemblée constituante.

C.I.C.E réservé aux petites et moyennes entreprises avec contrat d'obligations d'embauches en CDI si évolution positive de l'entreprise.

Rétablissement de l'I.S.F., mettre fin à la fraude fiscale, taxation de l'ensemble des opérations boursières, taxation des GAFAM, taxation des machines-outils (robotisation) qui remplacent l'humain, taxation de l'ensemble des dividendes.

Indexation des salaires et des retraites sur le cout de la vie.

Minimum vieillesse et smic portés au minimum à 1500 euros.

Développer réellement les énergies renouvelables et les rendre indépendantes des grands lobbys financiers.

Mettre fin aux recherches pétrolières ou d'or en Guyane, en Alaska et dans toutes les zones écologiques primordiales (Amazonie, Pôles, océans ...).

## Doléances

Supprimer les 80 km/h      Suppression pour tout les foyers fiscaux de la taxe d habitation

## Mesures à mettre en place

Moins de députés   de sénateurs de conseillers généraux

Doléances

Additif aux doléances précédemment transmises

La non indexation des retraites sur le taux d'inflation entraîne une perte financière correspondante au dit taux

Mesures à mettre en place

Indexer d'urgence le montant des pensions de retraite sur le taux d'inflation.

Doléances

Pour notre association nous fonctionnions avec des contrats CUI CAE et des contrats de génération pourquoi les avoir supprimer sans nous laisser le temps de nous retourner ?

Nous sommes dans l'insertion et nous ne pouvons plus mettre en place de projets pour les années à venir.

Mesures à mettre en place

Remettre en place les contrats de génération Que les CUI CAE soient à nouveau pris en charge à un taux plus correct et en plus grand nombre .

#### **Doléances :**

Le montant des retraites pour plus de 50% des retraités est trop bas. Après une vie de labeur certains sont contraints pour se nourrir, de recourir aux dons des œuvres caritatives. Quelle honte peuvent-ils ressentir !

Ils sont obligés d'économiser sur le chauffage en hiver, alors qu'avec l'âge le froid est davantage senti.

Ce sont cela également qui sont mal logés, dans des habitations mal isolées.

Honte à ceux qui décident de bloquer les pensions de retraite qui ne suivent plus l'inflation depuis 2011 ! Le gouvernement actuel peut ne pas se sentir responsable, mais nous ne sommes pas naïfs, ils ont fait partie des élus qui ont votés cette décision !

#### **Mesures à mettre en place :**

AUCUNE RETRAITE en dessous de 1200€ avec octroi de l'aide personnalisée au logement jusqu'à 3000€.

Aller chercher les impôts des entreprises comme GOOGLE, AMAZON.....et l'évasion fiscale des paradis fiscaux, le paiement des retraites ne sera plus un problème.

Il ne le serait d'ailleurs pas s'il y avait le plein emploi.

Le chômage favorise la remise en cause des acquis sociaux et les financiers et les entreprises font le nécessaire pour l'entretenir ; ce n'est donc pas le CICE qui règlera le chômage ! Le distribuer aux retraités pour rattraper leur perte de pouvoir d'achat ; et rétablir l'indexation des retraites sur l'inflation.

## Doléances

- Egalité devant l'impôt pour tous.
  - Transparence totale de l'utilisation de tous les impôts, avec publication visible par tout citoyen, chaque année, des recettes et des dépenses.
  - Paiement de l'impôt par tous, même un euro symbolique.
  - Lissage de l'impôt par augmentation du nombre de tranches.
  - Plafonnement des hauts salaires de la haute fonction publique.
  - Baisse de l'impôt des sociétés à 18%.
  - Suppression du CICE pour les sociétés du CAC 40. Report sur les petites et moyennes entreprises.
  - Vote obligatoire. Prise en compte des votes blancs.
  - Un référendum à questions multiples par an, en octobre, pour mise en oeuvre l'année suivante.
  - Ouverture d'un projet d'envergure sur la mobilité dans les zones rurales.
  - Suppression d'un nombre majeur d'autorisations administratives concernant les projets d'infrastructure des communes.
  - Suppression des comités "théodules" et autres hautes instances qui ne servent à rien si ce n'est qu'à recaser les petits copains.
  - Un président de la république devient un simple citoyen quand il n'est plus élu. Suppression de tous les avantages dont ils disposent aujourd'hui après leur mandat.
  - Pas de diminution du nombre de députés mais suppression du Sénat et du CESE.
  - Immigration suivant des quotas après décision de l'Assemblée. Renvoi de tous les clandestins.
  - Grande politique contre l'insécurité et les trafics avec la même force et la même ampleur que celles mises en place face aux manifestants gilets jaunes.
  - TVA proportionnelle en fonction de ses revenus.
  - Indexation des retraites à l'inflation.
  - Diminution notable du train de vie de l'Etat.
  - Aide massive, avec contrôle, aux constructeurs automobile et chercheurs pour déboucher rapidement sur le moteur à hydrogène. Aujourd'hui l'état montre du doigt les possesseurs de véhicules diesel, en les poussant à acheter électrique.
- Demain il fera la même chose pour ceux qui pollueront avec les batteries qu'il aura encouragées. Stop à la bêtise et à la courte vue.
- Fonction présidentielle d'une durée de 6 ans avec un renouvellement une fois.
  - Fonction législative d'une durée de 4 ans pour permettre un changement possible de majorité.
- Merci.

## Mesures à mettre en place

- Egalité devant l'impôt pour tous.

### Doléances

- Indexation des retraites sur l'inflation (depuis 10 ans, prise de ma retraite, j'ai personnellement perdu 7 % de pouvoir d'achat. Est-ce normal pour une personne qui a cotisé pendant 42 ans ?) encore quelques années et nous allons rejoindre les pauvres
- Égalité de traitement concernant le nombre d'années de cotisations et le calcul de la retraite
- Votes obligatoires et prise en compte des votes blancs
- Chasse aux fraudes fiscales et sociales (particuliers et entreprises = 100 Md€ d'économie)
- Justice fiscale pour tous (il y en a marre de taxer et surtaxer les classes moyennes)
- Suppression du sénat ( 350 M€ d'économie)
- 2 députés par département, soit 202 députés au lieu de 577
- Fin des indemnités à vie pour les anciens présidents et pour les 1ers ministres (10 M€ d'économie)
- Fin des subventions aux parties politiques (66 M€ d'économie)
- Fin des subventions aux syndicats (123 M€ d'économie)
- Fin des aides sociales aux familles non résidents en France, aux familles ayant des enfants non scolarisés ou délinquants
- Expulsion rapidement de tous les étrangers en situation irrégulière
- Fin du rapprochement familial
- Suppression des trop nombreuses couches d'instances décisionnaires à l'échelon régional
- La non généralisation de la vitesse à 80 km sur les routes départementales
- Prise en compte dans l'année qui suit la sortie du rapport des observations et suggestions faites par la cour des comptes
- etc, etc.....

### Mesures à mettre en place

Il faut mettre les députés au travail ou pour aller plus vite voter toutes les doléances par décret.

### Doléances

\_ remettre isf

\_ maintenir le pouvoir achat des retraites \_aucune retraite inférieure à 1200€ \_supprimer la csg \_supprimer tva sur produit de première nécessité \_diminuer taxe sur l'essence , le gazoil \_interdire cumul des mandats \_diminuer train de vie de l'état \_diminuer les députés (prendre exemple sur l'Allemagne) \_être mieux considéré comme citoyen français par a port aux étrangers

### Mesures à mettre en place

**METTRE EN PLACE LE PLUS TÔT POSSIBLE TOUTES LES DOLEANCES**



## **Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?**

---

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

### **a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions**

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
  - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
  - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
  - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
  - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
  - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
  - Introduire le scrutin proportionnel,
  - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
  - Prendre en compte le vote blanc.

### **b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat**

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
  - Par l'augmentation des petites retraites,
  - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
  - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
  - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
  - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
  - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
  - Le rétablissement de l'ISF,
  - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
  - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
  - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
  - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
  - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
  - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

### **c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine**

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
  - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
  - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
  - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.



- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
  - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
  - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
  - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
  - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
  - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
  - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
  
- Dans le domaine de la formation :
  - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
  - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

#### **d. Une forte sensibilité aux questions environnementales**

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
  - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
  - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
  
- Puis la préservation du vivant :
  - Par davantage de lois,
  - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
  - Réduire les déchets,
  - Reboiser.
  
- Sur l'énergie :
  - Taxer les pollueurs,
  - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
  - Réfléchir à l'impact des éoliennes.